www.ledevoir.com

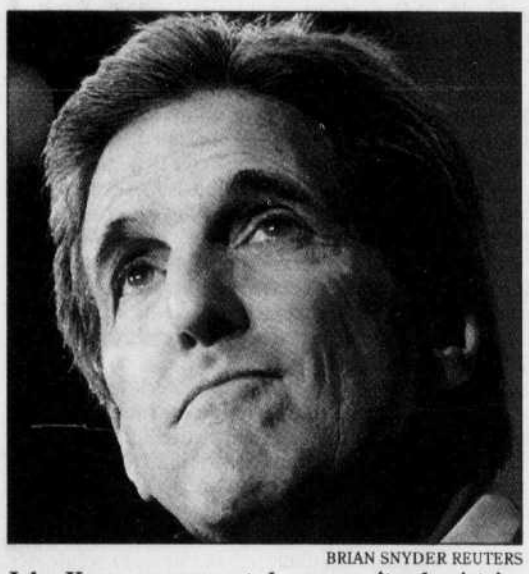
LE DEVOIR

VOL. XCV N° 251 ◆ LE JEUDI 4 NOVEMBRE 2004 ◆ 87¢ + TAXES = 1$

CHRIS KLEPONIS EPA PHOTOS

Le vice-président américain Dick Cheney félicite le président George W. Bush après le discours de la victoire, hier à Washington. Laura Bush se tenait au côté de son mari.

ENCORE QUATRE ANS AVEC BUSH



BRIAN SNYDER REUTERS

John Kerry au moment de reconnaître la victoire de George Bush, hier à Boston, au Massachusetts.

«Je vais avoir besoin de votre soutien et je vais agir pour l'obtenir»

GUY TAILLEFER

Four more years avec George W. Bush. Après une courte nuit de réflexion, le candidat démocrate John Kerry a concédé hier matin la victoire au président sortant, se rendant à l'évidence qu'il était battu dans l'Etat décisif de l'Ohio et que tous les avocats du monde n'y changeraient rien. La gênante catastrophe de la présidentielle de 2000 ne se reproduira pas.

Peu après 11h hier matin, le sénateur du Massachusetts a téléphoné à M. Bush à la Maison-Blanche pour reconnaître sa défaite dans l'Ohio et le féliciter de sa réélection à la présidence. La conversation n'a duré que quelques minutes. Deux heures plus tard à Boston, prenant la parole devant des militants pour officialiser la défaite démocrate, M. Kerry a déclaré: *«Je n'abandonnerais pas ce combat s'il y avait une chance que nous l'emportions. Mais il est maintenant clair que, même quand tous les votes provisoires seront comptés, nous n'aurons pas assez de suffrages pour remporter l'Ohio.»*

Et, non sans émotion, le sénateur du Massachusetts a indiqué avoir souligné au président *«l'indispensable besoin d'unité»* des Américains. *«Nous avons eu une bonne conversation, et nous avons parlé du risque de division dans notre pays.* [...] *Aujourd'hui, j'espère que nous pourrons commencer à panser les blessures.»*

En fin d'après-midi à Washington, dans un discours fait sur le ton d'un sermon, M. Bush s'est félicité de sa

VOIR PAGE A 8: **BUSH**

Déprime carabinée à gauche

ANTOINE ROBITAILLE

La réélection claire de George W. Bush, confirmée hier, plonge les intellectuels de la gauche dans un profond désarroi. *«Je n'ai rien d'intelligent à dire, sauf que mon camp s'est effondré et que je ne suis vraiment pas de très bonne humeur»*, répond dans un français élégantissime le grand professeur de relations internationales de Harvard, Stanley Hoffmann, 76 ans.

Cette réaction ne surprend guère de la part d'un critique de l'empire américain en général et de George Bush en particulier (il se montre entre autres très dur dans le documentaire de William Karel, *Le Monde selon Bush*). Mais toujours à gauche, la colère est tout aussi palpable chez certains penseurs qui ont suivi l'administration Bush, partiellement ou non, dans ses aventures militaires. Prenons le philosophe Michael Walzer, de Princeton: ce théoricien de la *«guerre juste»* a appuyé l'offensive en Afghanistan en 2001 et a même mené, en février 2002, le fameux appel de 60 intellectuels américains favorables à celle-ci. Codirecteur de la revue de gauche *Dissent*, il a toutefois qualifié de *«guerre injuste»* l'invasion de l'Irak (*Le Devoir*, 29 mars 2003). Hier, c'est son adjointe qui a répondu à nos messages. La réélection de George Bush? *«Il fait dire qu'il est trop déprimé pour parler aujourd'hui. Ç'a été tout un choc pour lui, croyez-moi»*, nous a-t-elle dit, se confondant en

VOIR PAGE A 8: **GAUCHE**

■ **Toutes les réactions, pages A 2 à A 5**

■ **La victoire de Bush fait bondir New York, le dollar canadien et le pétrole, page C 1**

■ **Idées: où est la fracture politique aux États-Unis?, page A 7**

L'état de Yasser Arafat s'est détérioré

■ **À lire en page A 8**

INDEX

Annonces	B 2	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Météo	B 2
Culture	C 8	Monde	B 5
Décès	B 2	Mots croisés	B 2
Économie	C 1	Sports	C 5
Éditorial	A 6	Télévision	C 7

Commandites: anomalies au ministère de Martin

Guité met en lumière le rôle joué par les bureaux de Chrétien et Gagliano

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Journée en deux temps hier à la commission Gomery, chargée d'enquêter sur le scandale des commandites. Pendant que Chuck Guité, témoin clé et chef d'orchestre du controversé programme, confirmait les liens étroits qu'il entretenait avec le bureau de Jean Chrétien et le ministre Alfonso Gagliano, des documents rendus publics soulèvent de nouveaux doutes sur le rôle qu'a pu jouer le premier ministre actuel, Paul Martin, dans la sélection des agences de publicité retenues par son ministère des Finances à l'époque.

Alors qu'il y a moins d'un an, Paul Martin niait toute participation dans la sélection des firmes de communication et des agences publicitaires qui traitaient avec le gouvernement, les documents qui s'empilent à la commission Gomery continuent d'entailler cette version des faits.

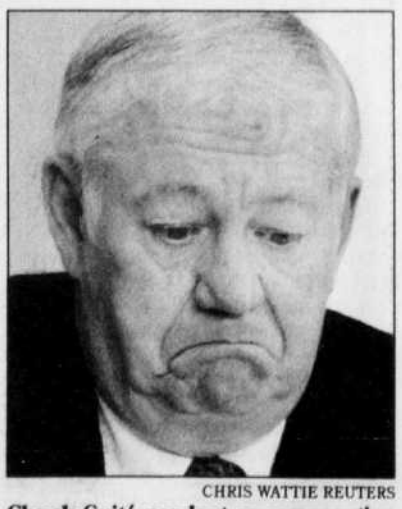
Un document rendu public hier fait état d'irrégularités dans le choix des agences publicitaires en vue de *«satisfaire les vœux»* du ministère des Finances. Il s'agit d'un contrat de 600 000 $ octroyé en juin 1995 pour faire la promotion des obligations d'épargne du Canada, un domaine qui relève du ministère des Finances.

Dans une note interne rédigée par le ministère des Finances lui-même, on peut lire que *«même si* [la firme] *DJC Research a obtenu le plus bas coût sur tous les points, deux contrats de 300 000 $ ont été donnés* [plutôt qu'un seul de 600 000 $, comme prévu], *un à DJC Research et l'autre à Ekos pour satisfaire les vœux des Finances»*. Puis, entre parenthèses, il est ajouté: *«Earnscliffe faisait partie de l'équipe d'Ekos.»*

Il est de notoriété publique aujourd'hui que la firme de lobbyistes et de communication Earnscliffe est proche de Paul Martin depuis de nombreuses années. D'ailleurs, plusieurs conseillers actuels du premier ministre sont issus de cette entreprise.

Le nom d'Earnscliffe dans l'attribution des contrats revient une autre fois dans la même note interne du ministère des Finances. Cette fois-ci, c'est en 1994, encore une fois pour la publicité des obligations d'épargne du Canada. L'équipe gouvernementale chargée d'aider les ministères dans la sélection des agences de publicité à l'époque s'inquiète des actions du ministère des Finances. L'équipe se nomme APORS (en anglais) et est dirigée par Chuck Guité.

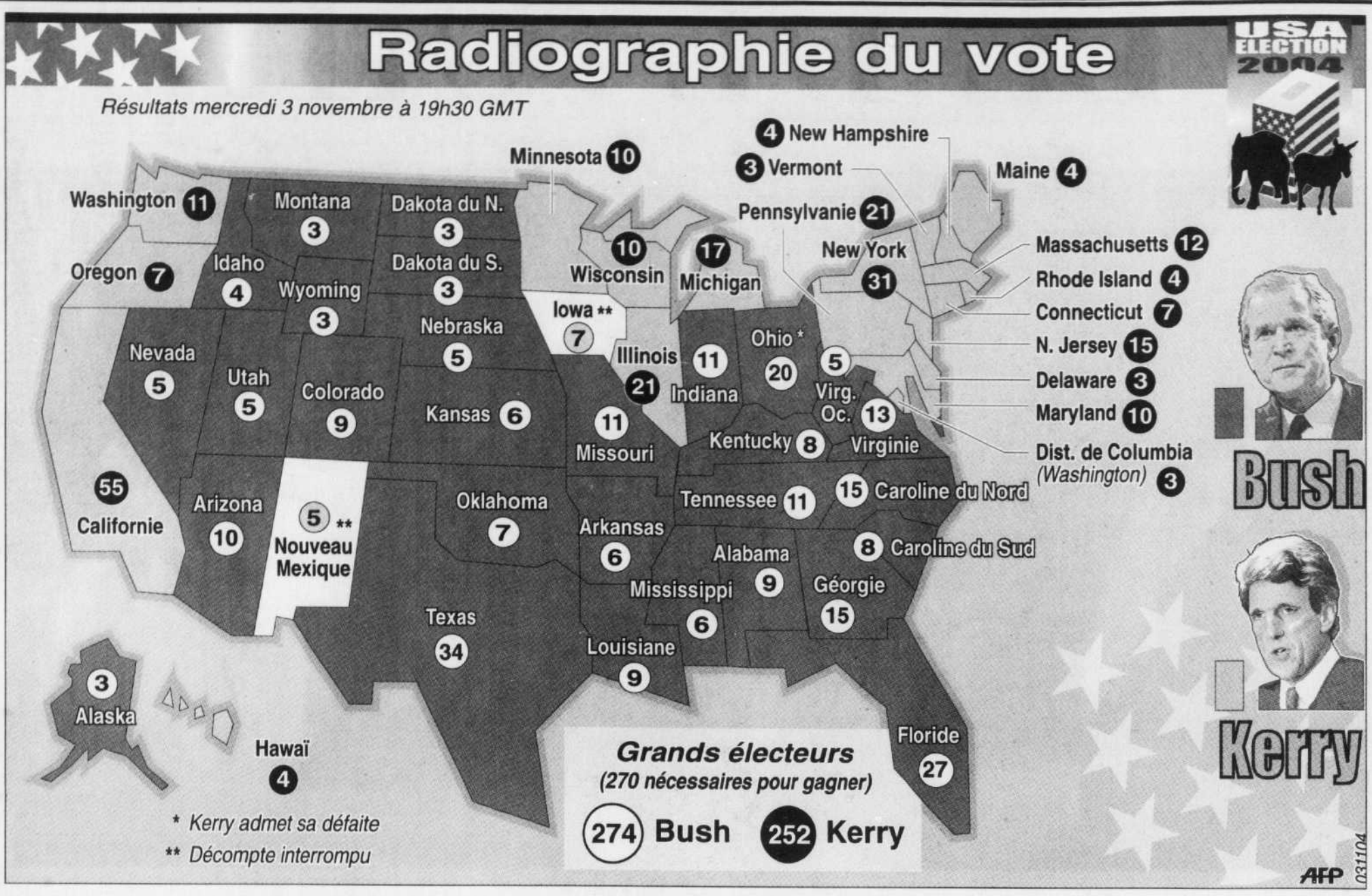
VOIR PAGE A 8: **MARTIN**



CHRIS WATTIE REUTERS

Chuck Guité pendant sa comparution devant la commission Gomery.

PRÉSIDENTIELLE 2004



Les républicains contrôlent le Congrès

LARRY MARGASAK
JESSE HOLLAND

Washington — Les républicains renforcent leur majorité au Congrès. Les élus du «Grand Old Party» ont gagné mardi au moins trois sièges au Sénat et voyaient également leur domination s'accentuer à la Chambre des représentants.

Les républicains étaient assurés hier d'au moins 54 sièges au Sénat, après la conquête de la Géorgie, des Carolines du Nord et du Sud, de la Floride et de la Louisiane, alors que les résultats étaient encore indécis en Alaska, où leur candidate était en tête.

Les élus du parti de George W. Bush font d'ores et déjà mieux que dans la Chambre haute sortante, composée de 51 républicains, de 48 démocrates et d'un indépendant proche de ces derniers.

«Personne ne s'attendait» à ces gains, a déclaré hier le chef de la majorité républicaine au Sénat, Bill Frist, sur la chaîne NBC. *«C'est énorme.»*

Selon les observateurs, les démocrates n'avaient quasiment aucune chance de prendre le contrôle du Sénat, où un tiers des sièges, soit 34 sièges sur un total de 100, étaient concernés par les élections de mardi.

Le scrutin a été marqué par un séisme pour l'Amérique politique, la défaite de Tom Daschle, chef de file des démocrates au Sénat, battu dans le Dakota du Sud par le républicain John Thune par 51 % des voix contre 49 %, soit un écart d'environ 4500 suffrages. Daschle, considéré comme un as de l'obstruction par les républicains, avait été élu au Sénat en 1986 et avait également passé huit ans à la Chambre.

La défaite d'un chef de groupe au Sénat n'était pas arrivée depuis 1952. Selon un sondage effectué à la sortie des urnes par l'Associated Press, les électeurs préoccupés par les valeurs morales et le terrorisme ont contribué à la victoire de M. Thune.

Les démocrates ont toutefois un motif de satisfaction avec le succès de l'étoile montante du parti, Barack Obama, qui n'a fait qu'une bouchée du républicain Alan Keyes dans l'Illinois. De père kenyan et de mère américaine, il sera le seul Noir élu à la Chambre haute.

Les démocrates auront également le premier sénateur hispanique depuis plus d'un quart de siècle dans la prochaine législature, qui s'ouvrira en janvier: Ken Salazar l'a en effet emporté de justesse dans le Colorado face au républicain Pete Coors. En Floride, le républicain Mel Martinez a battu la démocrate Betty Castor au terme d'un scrutin très serré pour devenir le premier sénateur d'origine cubaine.

La Chambre des représentants

À la Chambre des représentants, où la totalité des 435 sièges étaient renouvelés, la prime aux sortants et un redécoupage électoral qui leur était favorable au Texas ont aidé les républicains à conforter leur domination. Hier, ils possédaient 229 sièges et étaient bien placés pour en gagner quatre autres, tandis que les démocrates disposaient de 200 élus et étaient susceptibles d'en décrocher un de plus. Dans la Chambre basse sortante, 227 sièges étaient détenus par les républicains, 205 par les démocrates, un par un indépendant proche de ces derniers, tandis que deux sièges auparavant républicains étaient vacants.

Presque tous les sortants ont été réélus, dont l'ex-candidat à l'investiture démocrate pour la course à la Maison-Blanche, Dennis Kucinich, et la républicaine Katherine Harris, secrétaire d'État de la Floride lors de l'imbroglio des recomptages des voix il y a quatre ans. Le président de la Chambre des représentants et le chef de la majorité dans l'hémicycle, les républicains Dennis Hastert et Tom DeLay, ont également été réélus.

Associated Press

Politique étrangère: Bush fait face à des choix fondamentaux

CHRISTOPHE DE ROQUEFEUIL

Washington — George W. Bush va devoir rapidement opter entre la poursuite d'une politique étrangère controversée ou l'adoption d'une ligne plus pragmatique renforçant le soutien international sur l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, le conflit palestinien ou la lutte antiterroriste, estiment les experts.

Sa victoire mardi pour un deuxième mandat de président des États-Unis peut l'inciter à aller dans l'une ou l'autre direction, et plusieurs échéances proches permettront de voir si M. Bush entend profiter de son succès pour affirmer de manière plus radicale la puissance américaine ou adopter un profil plus conciliant dans le concert des nations.

Le *Washington Post* soulignait hier ce choix fondamental. *«M. Bush fait face non seulement au défi d'un pays divisé par la guerre* [en Irak] *mais aussi à un monde dans lequel de nombreux dirigeants, et une large partie de l'opinion dans d'autres démocraties, souhaitaient ardemment sa défaite. Le président devra montrer qu'il est capable d'écouter certains de ses détracteurs, même s'il continue sa politique durant un second mandat»*, écrit le journal dans un éditorial.

Compte tenu de la limitation à deux mandats, *«M. Bush réélu n'a plus à se soucier d'être élu une nouvelle fois, ce qui lui donne une marge de manœuvre dans un sens ou dans l'autre»*, souligne pour sa part Helmut Sonnenfeldt, un ancien conseiller diplomatique du président Richard Nixon aujourd'hui spécialiste de politique étrangère à l'institut indépendant Brookings.

Selon lui, M. Bush, confronté à une situation difficile en Irak notamment, va en profiter pour *«voir comment mieux travailler avec les Européens et se montrer plus conciliant avec ses alliés»*.

Une légitimation

À l'inverse, pour Joseph Cirincione, de la fondation Carnegie de Washington, il y a un fort risque que cette victoire électorale *«soit vue par de nombreuses personnes dans cette administration comme une légitimation de leur politique et un mandat pour la continuer»*.

Les faucons néoconservateurs ne vont pas manquer de saisir ce succès *«pour faire avancer leurs idées d'un cran»*, estime ce spécialiste.

Le maintien au côté de M. Bush du vice-président Dick Cheney, artisan acharné de la guerre en Irak, plaide pour le maintien d'une politique étrangère sans concessions.

Mais les remaniements qui devraient avoir lieu au cours des prochains mois au sein du gouvernement américain donneront aussi de précieuses indications sur le ton que M. Bush souhaite donner à son second mandat. Le secrétaire d'État Colin Powell, partisan souvent isolé d'un multilatéralisme classique, est donné partant par de nombreux commentateurs. Le sort du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, un «faucon», et de la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, membre du «premier cercle» autour du président, sera aussi déterminant.

Plusieurs échéances devraient dans les toutes prochaines semaines permettre de voir plus clairement dans quelle voie s'engage M. Bush.

Sur l'Irak, une conférence internationale, prévue les 22 et 23 novembre en Égypte, permettra aux États-Unis de discuter de ce dossier avec leurs partenaires dans le monde arabe et les principales puissances occidentales.

La concertation internationale sera également intense au cours des prochains jours sur le dossier du programme nucléaire iranien, pour lequel Téhéran a jusqu'au 25 novembre pour donner des garanties qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme atomique.

La santé défaillante du président palestinien Yasser Arafat et les plans israéliens de retrait de la bande de Gaza pourraient également mener Washington à s'impliquer davantage dans le dossier israélo-palestinien, mis sous le boisseau pendant la période électorale.

Agence France-Presse

Bush devrait privilégier la continuité dans son équipe

Washington — George W. Bush devrait profiter de sa réélection pour procéder à quelques modifications dans son équipe gouvernementale en observant une certaine continuité alors que sa priorité reste la guerre contre le terrorisme et l'Irak.

Le principal changement devrait concerner la diplomatie. Le secrétaire d'État Colin Powell, 67 ans, est donné partant et la conseillère du président pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, pourrait également décider de quitter la Maison-Blanche.

Pour succéder à Colin Powell au département d'État, le nom de John Danforth, l'actuel ambassadeur américain aux Nations unies, est celui qui revient le plus souvent même s'il n'a été nommé à son poste actuel que l'été dernier.

Chrétien conservateur mais réputé pour son sens de la diplomatie, John Danforth, 68 ans, permettrait de garder une ligne modérée, essentielle pour rapprocher l'administration Bush de ses partenaires internationaux après les tensions provoquées par la guerre en Irak.

Donald Rumsfeld, 72 ans, devrait rester à la Défense, au moins dans la première année de la deuxième administration Bush. George W. Bush lui avait réaffirmé sa confiance lors du scandale des tortures infligées aux prisonniers irakiens à Abou Ghraïb et son départ à moins de deux mois des élections prévues en Irak serait perçu comme un désaveu. Mais il pourrait dès l'été prochain laisser sa place à l'actuel ambassadeur en Allemagne, Daniel Coats.

RICK WILKING REUTERS

Donald Rumsfeld et Colin Powell se réjouissaient hier de la victoire de leur chef.

Condoleezza Rice, 49 ans, un temps pressentie pour remplacer Colin Powell, aurait fait savoir qu'elle voulait se tourner vers une carrière universitaire. Son successeur serait son adjoint actuel, Steve Hadley, 54 ans.

À l'intérieur

Sur le plan intérieur, John Snow, 65 ans, garderait son poste au Trésor alors que la priorité de George W. Bush pour un second mandat est de consolider les réductions d'impôts et de s'engager dans une réforme en profondeur du code fiscal.

À la Justice, John Ashcroft, 62 ans, nommé en 2001 pour donner des gages à la droite conservatrice du Parti républicain, devrait partir. Son remplaçant pourrait être Tom Ridge, 59 ans, actuel responsable du ministère de la Sécurité intérieure, ou Rudolph Giuliani, 60 ans, maire de New York lors des attentats de 2001.

Rudolph Giuliani pourrait également remplacer Tom Ridge si celui-ci allait à la Justice ou préférait rejoindre le privé. Mais Bush pourrait choisir de remplacer John Ashcroft par un homme de confiance comme Marc Racicot, 56 ans, qui a dirigé sa campagne victorieuse pour un second mandat, ou le gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney, 57 ans.

Sur les postes techniques, le représentant du président pour le commerce international (USTR), Robert Zoellick, pourrait devenir secrétaire au Commerce, en remplacement de Donald Evans, ou rejoindre le privé.

Il pourrait être remplacé par l'un de ses adjoints, Peter Allgeier ou Josette Sheeran Shiner, ou encore le secrétaire adjoint au Commerce pour les affaires internationales, Grant Aldonas.

Agence France-Presse

Baisser les impôts?

DAVID WILLIAMS

Washington — Réélu pour un nouveau mandat de quatre ans, le président George W. Bush va devoir affronter les défis économiques, que les analystes résument en des termes simples: il n'est pas possible de diviser le déficit par deux tout en continuant de baisser les impôts.

«Nous allons poursuivre nos progrès économiques. Nous allons réformer notre code des impôts qui est dépassé. Nous allons renforcer l'assurance vieillesse pour la génération à venir», a assuré M. Bush hier dans son premier discours après sa victoire.

Le credo du président, en matière de baisses d'impôt, est de dire que *«ce n'est pas l'argent du gouvernement, c'est votre argent»*. Pour les analystes, c'est surtout de l'argent qui creuse un peu plus l'endettement du pays.

La Concord Coalition, un organisme défenseur de l'orthodoxie budgétaire, a fait ses calculs sur dix ans. Si M. Bush veut étendre les baisses d'impôt décidées de 2001 et 2003, ce qui coûterait 244 milliards $US, et augmenter les dépenses de 82 milliards notamment pour un crédit d'assurance santé, le trou dans les finances augmenterait de 1330 milliards.

«George W. Bush a refusé durant toute sa présidence de rééquilibrer les baisses d'impôt face aux initiatives coûteuses telles que la guerre contre le terrorisme ou l'expansion de l'assurance santé Medicare» pour les personnes âgées, regrette la coalition. *«Il n'y a aucune raison pour que cela change au cours du second mandat»*, selon elle.

«Mais peut-être le défi le plus immédiat est-il sur le front international», selon Éthan Harris, de Lehman Brothers. *«L'énorme déficit courant commence à rendre obligatoire une baisse du dollar. Compte tenu de l'ampleur de l'ajustement nécessaire, il faudra sans doute une dose de coordination internationale. Le président se lancera-t-il dans cette tâche ou bien allons-nous vers une série de disputes et de menaces commerciales?»*, s'interroge l'analyste.

Pour beaucoup d'Américains cependant, la priorité est la création d'emplois. L'économie a créé 96 000 emplois en septembre, soit un déficit de 820 000 postes depuis l'arrivée au pouvoir de M. Bush en janvier 2001.

Agence France-Presse

PRÉSIDENTIELLE 2004

Christian Rioux

La cause d'un échec

On raconte que George W. Bush s'était engagé dans sa première campagne présidentielle en se jurant de ne jamais répéter les erreurs de son père. Après avoir tendu la main à Mikhaïl Gorbatchev, facilité l'effritement pacifique de l'URSS, remporté la première guerre du Golfe et relancé le processus d'Oslo, George H. Bush s'était fait ravir la présidence en 1992 par un jeune inconnu venu de l'Arkansas, armé d'un saxophone et d'un sourire irrésistible.

Avec une majorité de 3,5 millions de voix, le président vient de remporter le plébiscite qui avait si cruellement échappé à son père. Il célébrait hier une victoire décisive. George W. Bush est le premier président à décrocher une majorité absolue depuis 1988. Du coup, il vient de lever l'ambiguïté qui avait pesé sur son premier mandat, alors qu'il traînait par 500 000 voix derrière Al Gore.

Mais la victoire républicaine va au delà de cela. George Bush conforte aussi le contrôle républicain de la Chambre des représentants, qui dure depuis 1994. Il renforce de plus la majorité républicaine au Sénat. La défaite du leader de la minorité démocrate, le sénateur Tom Daschle, est l'autre grande surprise de ce scrutin.

Cela fait maintenant dix ans que le Parti républicain remodelé par Ronald Reagan contrôle l'essentiel de l'ordre du jour législatif. Même si les Etats-Unis avaient élu un président démocrate hier, celui-ci aurait été aussi muselé que Bill Clinton, dont le Congrès rejetait toutes les initiatives.

La participation exceptionnellement élevée ne fait que confirmer l'importance de cette victoire.

◆ ◆ ◆

Les questions qui se posent aujourd'hui au Parti démocrate sont à la hauteur du combat qui s'achève. Plus que toute autre défaite, celle-ci obligera le parti à une sérieuse introspection.

Elle obligera ses leaders à s'interroger sur l'image que projettent les démocrates, celle notamment de dirigeants souvent peu préoccupés par la sécurité de leur pays. Toujours dominé par la génération qui a combattu la guerre du Vietnam, le Parti démocrate a agi lors de cette élection comme s'il pouvait continuer à surfer sur la vague euphorique des années Clinton. Comme si rien n'avait changé depuis le 11 septembre 2001.

Le sénateur du Massachusetts a lancé sa campagne en tentant de séduire l'aile pacifiste du parti, qui soutenait Howard Dean. Il l'a terminée en s'affichant, sur le tard, comme celui qui pouvait gagner la guerre en Irak et la lutte contre le terrorisme.

Entre les deux, les Américains n'ont évidemment pas cru à sa métamorphose. Une métamorphose jamais complètement achevée. Récemment, John Kerry déclarait au *New York Times Magazine* que le 11 septembre ne l'avait pas vraiment transformé. Il vient probablement de comprendre qu'il n'en va pas de même de la plupart de ses concitoyens. Bref, que la politique américaine ne peut plus être la même depuis cette date.

Mieux vaut tard que jamais. Trois semaines seulement avant l'élection, John Kerry avait enfin commencé à exploiter les gaffes de George Bush en Irak. Après avoir perdu de longues semaines, sinon des mois, il a finalement tenté de répondre à la seule véritable question de cette élection: comment gagner la guerre en Irak et éviter la répétition d'un nouveau 11 septembre?

Les Américains étaient prêts à pardonner à John Kerry ses déclarations échevelées de l'époque de la guerre du Vietnam, son vote ésotérique contre la première guerre du Golfe et son inexplicable refus d'accorder les crédits nécessaires à une guerre dont il avait pourtant accepté le principe. Mais ils ne pouvaient pas lui pardonner de ne pas s'être affiché dès le début comme celui qui la gagnerait.

Si John Kerry a longtemps hésité, c'est que le Parti démocrate ne s'est pas encore complètement débarrassé de l'idéologie pacifiste qu'il traîne comme un boulet depuis le Vietnam. La maladie resurgit périodiquement. La valse-hésitation de John Kerry, comme celle auparavant de Bill Clinton devant la guerre du Kosovo, n'est qu'un nouvel exemple du malaise qui s'empare des démocrates chaque fois qu'il faut utiliser la force.

Ce n'est pas sans raison qu'on a tant parlé du Vietnam durant cette campagne. Dans les années 70, la jeunesse américaine avait eu raison de s'opposer à une guerre inutile, dirigée contre un mouvement de libération nationale. Mais devait-elle pour autant oublier la tradition des Roosevelt, Truman et Kennedy, qui furent d'extraordinaires réformateurs tout en n'hésitant pas non plus à armer leur pays pour combattre le communisme? En 1969, les démocrates avaient abandonné cette tradition en votant contre le programme de missiles antibalistiques de Richard Nixon. Depuis, la sécurité nationale est devenue une chasse gardée républicaine où ne s'aventurent que de rares hurluberlus, comme l'ancien conseiller de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, considéré comme un faucon.

Cette élection a prouvé que le mal n'est pas disparu. Deux ans seulement après le 11 septembre, le candidat démocrate Howard Dean s'était engagé dans les primaires sans la moindre proposition en matière de sécurité nationale. Jamais John Kerry ne nous a d'ailleurs expliqué sa vision du Moyen-Orient et du rôle que pourraient y jouer les Etats-Unis pour y favoriser la démocratie.

◆ ◆ ◆

Le succès de John Kerry lors du premier débat télévisé a montré que les Américains n'en avaient pas tant contre son programme réformiste que contre l'angélisme que cultivent depuis longtemps les démocrates. C'est sa volonté de montrer enfin qu'il pourrait prendre, demain, les commandes d'une offensive à Fallouja — comme cela risque de s'avérer nécessaire à très court terme — qui lui a permis de demeurer dans la course.

Si cette campagne a contribué à transformer le Parti démocrate, elle n'aura pas été inutile. Les démocrates auront quatre ans pour répondre à la question qui leur a coûté la victoire: pourquoi et depuis quand la gauche devrait-elle être pacifiste?

crioux@ledevoir.com

Martin invite Bush au Canada

MANON CORNELLIER

Ottawa — La réélection du républicain George W. Bush à la présidence des États-Unis ne permet plus au premier ministre Paul Martin de garder une certaine réserve face à Washington. Lui qui avait promis d'établir de bonnes relations avec les Américains a finalement fait un nouveau pas hier en invitant le président à faire une visite officielle au Canada.

Paul Martin a communiqué son invitation à M. Bush après l'avoir félicité par téléphone pour sa réélection. Selon le directeur adjoint des communications de M. Martin, Marc Roy, M. Bush s'est montré intéressé, lui qui avait annulé une visite semblable en mai 2003, peu après le refus du Canada de participer à la guerre en Irak. Les deux hommes se sont aussi entendus pour se rencontrer lors de leur passage au sommet de l'APEC, au Chili, à la fin de novembre, afin de discuter de dossiers bilatéraux laissés en suspens à cause des élections.

M. Martin avait indiqué en matinée qu'il espérait parler à M. Bush du *«besoin d'un nouveau multilatéralisme»*, référence indirecte à son projet de G-20 des chefs d'État et de gouvernement. Le sujet n'a toutefois pas été abordé au cours de leur conversation téléphonique d'une dizaine de minutes, pas plus que la question irakienne.

Les différends les plus importants entre les deux pays demeurent ceux du bois d'œuvre canadien et de la vache folle. Les deux dossiers piétinent depuis des mois, sinon des années. Mais il s'agit de dossiers *«qui ne sont pas nécessairement déterminés par le président ou le premier ministre»*, note le professeur Charles-Philippe David, de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques.

Bouclier antimissile

Il en va autrement du bouclier antimissile. M. David s'attend à ce que la fin de la campagne américaine annonce une pression renouvelée de Washington sur le gouvernement Martin pour que celui-ci autorise la participation canadienne au bouclier. Cela n'a pas échappé au chef néo-démocrate, Jack Layton, qui, visiblement déçu de la défaite du démocrate John Kerry, sommait le gouvernement hier de résister à l'invitation américaine, question de respecter les valeurs canadiennes.

Les conservateurs, eux, se réjouissaient ouvertement de la réélection de M. Bush. Ils ont aussitôt attribué les difficultés dans les dossiers du bois d'œuvre et de la vache folle à l'antiaméricanisme et au parti pris des libéraux pour le candidat défait John Kerry. *«Ce n'est pas une stratégie très sage pour l'avenir»*, a soutenu le chef conservateur, Stephen Harper, en matinée. Aux Communes, il a affirmé que *«la rhétorique antiaméricaine du côté du gouvernement compliqu*[ait] *constamment ces dossiers»* commerciaux.

DAVE CHAN REUTERS

Paul Martin a félicité le président Bush par téléphone pour sa réélection.

«Nous ne sommes pas antiaméricains. Les Canadiens ne sont pas antiaméricains. Nous sommes procanadiens», a répliqué Paul Martin. Selon lui, les relations entre les deux pays sont *«très, très bonnes»*. Il a aussi réitéré sa volonté de voir les parlementaires jouer un plus grand rôle en établissant des liens avec le Congrès, un acteur important dans les dossiers commerciaux.

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a pour sa part relevé le manque de doigté des libéraux à l'égard du gouvernement Bush. Ses propres députés ont démontré, eux, qu'il était possible d'exprimer leurs désaccords avec l'équipe Bush sans être *«offensants»*, a-t-il dit. Car les valeurs et politiques défendues par les démocrates sont plus proches de celles du Bloc, a-t-il reconnu, bien que le parti de M. Bush soit traditionnellement moins protectionniste. Il espère d'ailleurs que cette attitude sera plus évidente maintenant que l'élection est passée.

Depuis la guerre en Irak, les libéraux sont sans cesse confrontés à des questions sur l'existence d'un sentiment anti-Bush au sein de leur caucus, mettant sur la sellette le gouvernement. Ils se faisaient discrets hier. Et comme le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a esquivé les questions sur les commentaires *«isolés* [...] *d'obscurs députés»*, affirmant que le gouvernement avait *«développé des liens extrêmement forts avec l'administration Bush»* et qu'il était *«très heureux de continuer de travailler étroitement avec elle»*.

Le Devoir

La sécurité reste l'enjeu majeur des relations entre le Québec et les États-Unis

TOMMY CHOUINARD

Québec — Le premier ministre Jean Charest s'attend à ce que les questions liées à la sécurité intérieure demeurent l'*«enjeu majeur»* des relations entre le Québec et les États-Unis avec la réélection du président américain George W. Bush et la majorité plus importante des républicains au Congrès.

Quelques heures avant que ne soit confirmée la victoire de George W. Bush, hier, Jean Charest a affirmé que, somme toute, l'élection de l'un ou l'autre des candidats ne changerait *«pas beaucoup de choses pour les intérêts du Québec»*.

Selon la vice-première ministre et ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, les relations du Québec avec le voisin américain s'inscriront dans la *«continuité»* avec la victoire du président républicain. *«On a développé des liens avec l'administration Bush. On va continuer de le faire»*, a-t-elle dit. Interrogée pour savoir si la réélection de George W. Bush représente une *«bonne nouvelle»*, Monique Gagnon-Tremblay a dit *«respecter le choix des Américains»* et a précisé qu'*«il n'appartient pas aux Québécois de décider du président américain»*.

Jean Charest a rappelé l'importance des deux Chambres du Congrès, le Sénat et la Chambre des représentants, *«où il y a beaucoup d'actions prises qui peuvent directement affecter les intérêts du Québec, comme la question du bois d'œuvre»*. Puisque les républicains détiennent maintenant une majorité plus importante dans ces deux chambres, la sécurité intérieure restera selon lui au cœur des relations entre le Québec et les États-Unis.

Intenses discussions

La mise sur pied de mesures de sécurité adéquates aux frontières pour lutter contre le terrorisme fait d'ailleurs l'objet d'intenses discussions entre représentants québécois et américains depuis les attentats du 11 septembre 2001. Or le resserrement des mesures de contrôle aux frontières, souhaité aussi bien par les républicains que par les démocrates, peut avoir un impact sur les échanges commerciaux, a insisté Jean Charest. *«Il y a des embouteillages de temps en temps aux frontières et des problèmes de transport de marchandises qui sont liés à la sécurité. C'est l'enjeu le plus difficile actuellement: tenter de mettre en place des systèmes qui vont éviter des embouteillages à la frontière, pour qu'on puisse, par exemple, faire des vérifications de sécurité avant que la marchandise parte. Pour nous qui sommes le partenaire économique le plus important des États-Unis, quand on pense à des biens périssables, la frontière, c'est un enjeu majeur. C'est ce qui nous amène à vouloir être très vigilants dans nos relations avec les Américains»*, a dit M. Charest.

Selon Monique Gagnon-Tremblay, si la sécurité des frontières doit être assurée, le Québec tient aussi à ce qu'une *«circulation fluide»* des personnes et des biens soit préservée. Depuis l'élection des libéraux de Jean Charest en avril 2003, quatre ententes en matière de sécurité ont été conclues avec les États-Unis, dont une sur l'échange de renseignements entre les autorités de la province et celles des États-Unis sur les questions de sécurité, de criminalité et de terrorisme.

Par ailleurs, Jean Charest a salué la réélection du gouverneur du Vermont, le républicain Jim Douglas, avec qui le gouvernement québécois entretient d'*«excellentes relations»*. Québec aura toutefois un nouvel interlocuteur au New Hampshire. Le gouverneur sortant, Craig Benson, a perdu l'élection aux mains du démocrate John Lynch.

«C'est important pour le Québec d'avoir des liens amicaux avec les États-Unis», a souligné Monique Gagnon-Tremblay. Et pour cause, puisque les échanges commerciaux du Québec avec les États-Unis se sont élevés à 77 milliards de dollars pour l'année 2003, c'est-à-dire 53 milliards en exportations et 24 milliards en importations. Les États-Unis reçoivent *grosso modo* 80 % des exportations internationales québécoises et fournissent 40 % des importations québécoises.

Jean Charest sera aujourd'hui et demain à Boston, au Massachusetts, l'État de provenance du candidat défait John Kerry. Lors de cette visite prévue à son programme depuis plusieurs mois, le premier ministre aura un entretien privé avec le gouverneur Mike Romney et rencontrera l'équipe éditoriale du *Boston Globe*. Il prononcera également deux allocutions devant des gens d'affaires.

Le Devoir

EN BREF

La députée Parrish dit que les Américains sont déphasés

Ottawa — La réélection d'un président belliciste démontre que les Américains sont *«déphasés»* par rapport au reste du monde, a lancé hier la députée libérale Carolyn Parrish, qui n'en est pas à sa première sortie controversée à l'endroit de l'administration Bush. Mme Parrish en a remis en disant qu'elle est *«sidérée»* par la victoire de George W. Bush. *«Il a été reconduit au poste de commandant en chef et il est un homme belliqueux.»* Les électeurs américains ont démontré qu'ils sont *«complètement déphasés par rapport au reste du monde libre»*, a affirmé la députée fédérale ontarienne. *«J'imagine que c'est un reflet du profond dommage psychologique du 11 septembre.»* Les commentaires de Mme Parrish ont été prononcés quelques heures seulement après un avertissement donné par le premier ministre Paul Martin à ses députés. – *PC*

Après plus de 30 ans CLUB 402 ferme ses portes fin janvier.

Costumes Importés d'Italie 350 $ ou 2 pour seulement 599 $

Vestons Importés d'Italie 250 $ ou 2 pour seulement 399 $

Chemises 100 % coton 39,99 $ à 59,99 $

Cerruti 1881 — Zegna — Luigu Botto

LIQUIDATION TOTALE & FINALE

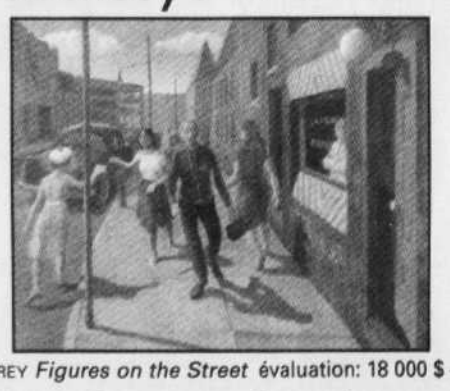
De tous nos vêtements IMPORTÉS D'ITALIE

1118, rue Sainte-Catherine Ouest
2e étage, Montréal • (514) 861-3636

Heures d'ouverture :
Lun. au ven. 10h à 18h
Sam. 10h à 16h
Tous les soirs après 18h
sur rendez-vous seulement

Club 402-HOMME®

Sotheby's · RITCHIES IN ASSOCIATION WITH



PHILIP SURREY *Figures on the Street* évaluation: 18 000 $ - 22 000 $

Encan : Oeuvres canadiennes importantes

Encan 288 rue King est, Toronto
Lundi, le 22 novembre 2004, à 10:30 a.m.

Exposition de pré-vente à Montréal
Vendredi, le 5 novembre 2004, de 12h à 18h
Samedi, le 6 novembre 2004, de 12h à 17h

Exposition de pré-vente à Toronto
Jeudi, le 18 novembre 2004, de 12h à 19h
Vendredi, le 19 novembre 2004, de 12h à 17h
Samedi, le 20 novembre 2004, de 12h à 17h
Dimanche, le 21 novembre 2004, de 12h à 17h

Sotheby's 9 avenue Hazelton, Toronto, M5R 2E1, Ontario 416.926.1774 ou 1.800.263.1774 toronto@sothebys.com **www.sothebys.com**

RITCHIES 1980 rue Sherbrooke ouest, suite 100, Montréal, H3H 1E8, Québec 514.934.1864

RITCHIES 288 rue King est, Toronto, Ontario, M5A 1K4, 416.364.1864 ou 1.800.364.3210 auction@ritchies.com **www.ritchies.com**

PRÉSIDENTIELLE 2004

Landry ne craint pas de vague conservatrice

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, ne craint pas qu'une vague conservatrice déferle sur le Québec à la suite de l'élection américaine.

Le Québec saura échapper à cette vague conservatrice, estime M. Landry. *«Le Québec est en Amérique, mais le Québec est tellement différent. Nous ne sommes pas l'Amérique "mainstream" pour des raisons culturelles et linguistiques évidentes»*, a dit M. Landry alors qu'il répondait à une question en anglais dans un point de presse. *«Sur à peu près tous les sujets»*, les sondages montrent que le Québec est *«profondément différent»* des États-Unis, que ce soit à l'égard *«du mode de vie ou de l'opinion sur la guerre en Irak»*, a-t-il fait valoir.

Se qualifiant de *«rooseveltien»*, du nom du président américain Franklin D. Roosevelt, l'instigateur du New Deal, donc *«plutôt démocrate»*, M. Landry a reconnu qu'il aurait été *«plus heureux»* si les démocrates avaient pris le dessus sur leurs adversaires républicains. En plus de la présidence qui a échappé à John Kerry, les républicains ont fait des gains importants au Sénat et à la Chambre des représentants, accroissant les majorités du parti de George W. Bush. *«Je ne crois pas au libéralisme et aux idées de droite, même pour l'économie,* a-t-il rappelé. Comme l'économie du Québec est *«très tributaire»* de l'économie américaine, *«ce n'est pas une bonne nouvelle»*, juge le chef péquiste.

La bonne nouvelle toutefois, c'est le taux de participation record à ces élections. *«À une période où le devoir démocratique a tendance à s'effondrer un peu partout dans le monde, les Américains étaient loin d'être exemplaires en ce domaine et là, au moins, ils sont allés voter. Ça, c'est la bonne nouvelle»*, a dit M. Landry.

Pour le porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales, Daniel Turp, il est loin d'être évident que le président Bush donnera de l'importance au multilatéralisme et aux institutions internationales comme l'ONU, multilatéralisme que préconisent le Canada et le Québec. *«On peut penser que Bush ne changera pas son fusil d'épaule. Les alliances ne seront pas nécessairement recherchées plus qu'elles ne l'étaient avant»*, a-t-il dit.

Le député de Mercier a fait observer que les Américains, en optant pour Bush, ont choisi la sécurité. *«La stratégie de Bush de consolider son vote chez les Américains les plus conservateurs — la droite religieuse — a été couronnée de succès»*, a-t-il souligné.

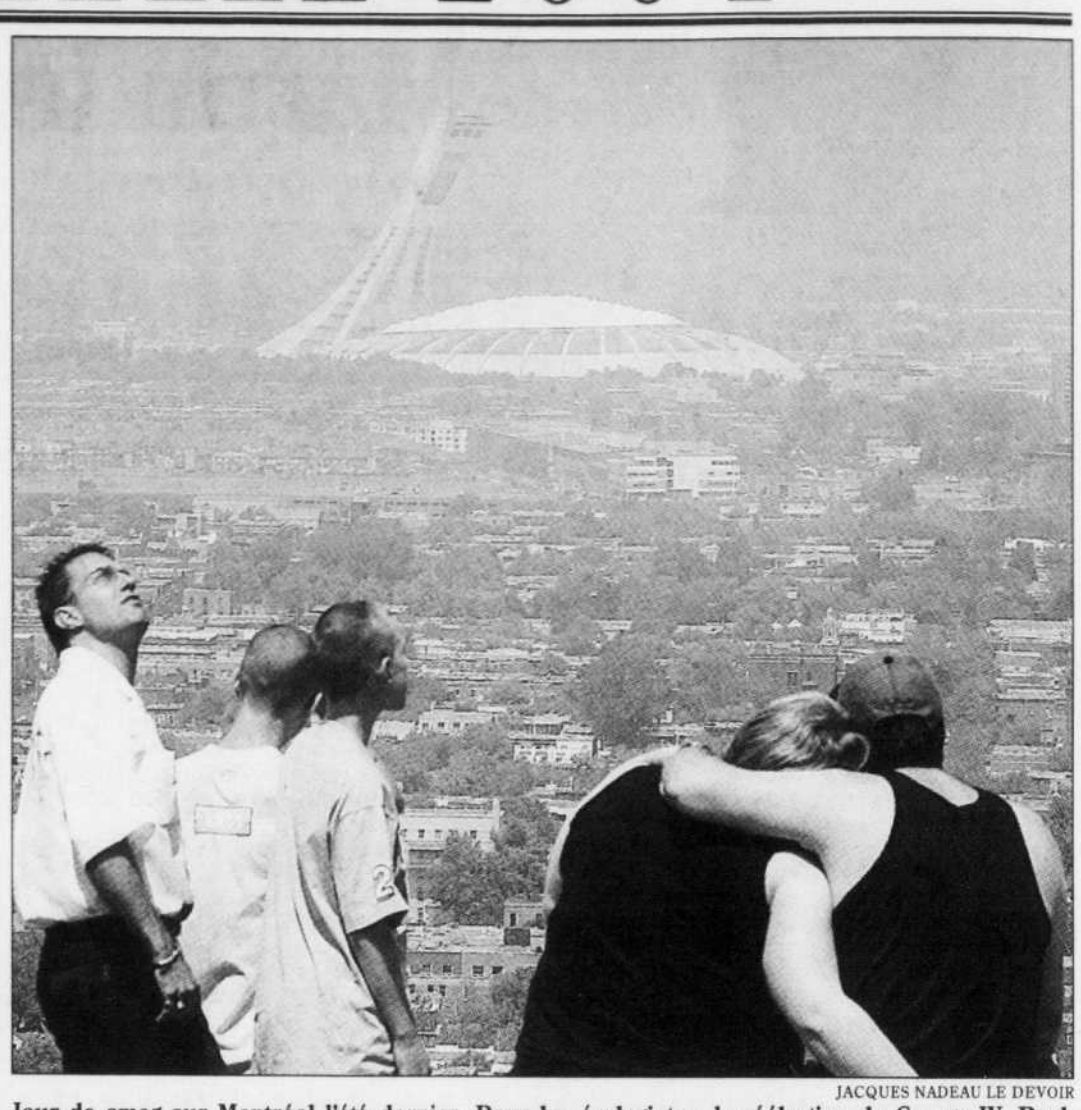
M. Turp se dit par ailleurs inquiet des intentions des États-Unis à l'endroit de la diversité culturelle. *«L'administration Bush ne semble pas très ouverte à l'idée d'une convention internationale»* chapeautée par l'UNESCO, a-t-il dit. M. Turp s'attendait à une victoire de John Kerry.

Mario Dumont l'avait prédit

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, lui, a prédit la victoire de Bush, *«qui n'était pas* [son] *choix de prédilection»*, a-t-il dit. *«L'erreur de Kerry, c'est qu'il a fait campagne sur le terrain de l'autre. Il a pensé gagné sur l'Irak. Mais tu ne gagnes jamais sur le terrain de l'autre.»* La force de Bill Clinton quand il a battu Bush père à l'élection de 1992, c'est justement d'avoir amené la campagne sur son terrain, c'est-à-dire les questions nationales comme l'emploi.

M. Dumont souhaite que le président Bush accorde désormais la priorité à l'économie. *«Pendant qu'il s'est beaucoup occupé de l'autre bout du monde, il s'est un peu moins concentré sur l'économie américaine»*, a-t-il dit. *«On est de grands exportateurs. Si l'économie américaine marche au ralenti, on va avoir les contrecoups»*, s'est-il inquiété. Ceci dit, *«on n'est pas en face d'une révolution: c'est la continuité et on n'est pas en face d'une donnée inconnue»*, a fait valoir Mario Dumont.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jour de smog sur Montréal l'été dernier. Pour les écologistes, la réélection de George W. Bush amène d'énormes nuages noirs au-dessus des dossiers de la pollution atmosphérique.

Un jour sombre pour la planète

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Pour les écologistes québécois, la réélection du président Bush et la domination des républicains au Congrès américain constituent *«un jour sombre pour la planète»*, selon le mot de Steven Guilbeault, de Greenpeace.

Pour Philippe Bourque, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement, *«le bilan de l'administration Bush est des plus attristants. En plus du retrait de Kyoto et même du refus de reconnaître la science des changements climatiques, de très nombreux allégements réglementaires ont été faits dans les domaines de la protection de l'eau et de l'air, notamment, dans son premier mandat. Cela dit, on se console en se disant que s'il a été réélu, ce n'est pas parce que les Américains sont en faveur de sa politique environnementale. Le vote pour la présidentielle s'étant polarisé sur des enjeux comme l'avortement, la défense, etc., on n'est pas en mesure d'évaluer où logent aujourd'hui les Américains en matière de protection de l'environnement et de santé publique. Je pense d'ailleurs qu'ils ne sont peut-être pas conscients des nombreux reculs qu'a subis leur régime de protection de l'environnement durant le premier mandat de George Bush»*.

Steven Guilbeault précise que cette méconnaissance des impacts du dernier mandat présidentiel sur leur milieu explique que leur choix électoral n'en a pas été influencé: cela s'explique par le fait que les grands médias de masse, électroniques et écrits, les ont sous-informés sur les problèmes d'environnement. *«Ils parlent pendant des heures des dommages des ouragans à répétition,* dit-il, *mais ils ne font pas le lien avec les changements climatiques et les politiques de l'administration. Seuls quelques journaux sérieux mais globalement marginaux en parlent. Mais la réalité va finir par les rattraper, d'autant plus que l'administration s'aliène de plus en plus la communauté scientifique en tentant de masquer la réalité par ses dogmes conservateurs»*.

Nuages noirs

André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique et porte-parole de la coalition Québec-vert-Kyoto, estime lui aussi que cette réélection amène d'énormes nuages noirs au-dessus des dossiers de la pollution atmosphérique (smog, pluies acides, mercure et gaz à effet de serre), ce qui devrait inciter le Canada à *«redoubler d'efforts pour épargner des impacts importants à son environnement: on en est au point où les groupes américains nous demandent de redoubler d'efforts pour brasser leur administration, comme dans les années 80, durant l'ère Reagan»*.

Pour André Bélisle, l'espoir réside dans le fait que cette politique d'arrière-garde, malgré les dommages qu'elle inflige à l'environnement, *«isole de plus en plus le gouvernement américain sur la scène nationale — la moitié de la population américaine ne la suit pas, c'est majeur! — et aussi au niveau international, où on vient de voir jusqu'à la reine d'Angleterre demander aux États-Unis de revoir leur position dans le dossier des changements climatiques. Bush a peut-être le Congrès derrière lui, mais ça va craquer à un moment donné»*.

Steven Guilbeault voit néanmoins d'importantes lueurs d'espoir dans le dossier américain. Plusieurs villes et États sont en train de se doter de politiques pour contrôler les émissions de gaz à effet de serre malgré le refus de l'administration Bush d'appuyer Kyoto. Les multinationales américaines vont malgré tout devoir s'engager dans le contrôle de leurs émissions et l'achat de permis d'émissions en raison de leur présence dans des pays signataires de Kyoto. La puissance du mouvement environnemental aux États-Unis, où 68 % de la population désavoue néanmoins les politiques environnementales du président, est telle que ce dernier devra atténuer ses concessions aux lobbys industriels sous peine de voir une fracture sociale de plus en plus importante se dessiner au cours des quatre prochaines années.

Le Devoir

Déception et inquiétude de la gauche québécoise

KATHLEEN LÉVESQUE
CLAIRANDRÉE CAUCHY

Déception et inquiétude: c'est en ces termes que des personnalités publiques associées à un certain mouvement de gauche au Québec ont résumé hier leur réaction face à la réélection de George W. Bush à la présidence des États-Unis.

«C'est une mauvaise nouvelle pour les progressistes. Et cela risque d'avoir une influence ici. L'étau se resserre sur le Canada. Ça n'augure rien de bon, notamment dans le dossier du bouclier antimissile», a laissé tomber la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Françoise David, du parti de gauche en formation Option citoyenne, s'inquiète du nouveau mandat de quatre ans dont le président républicain vient d'hériter. Elle rappelle que Bush se fiche de l'environnement, qu'il est proche du milieu pétrolier, qu'il est obsédé par la sécurité et la militarisation de la planète et qu'il a une façon très guerrière d'aborder les relations avec le monde entier.

«Il représente tout ce qu'il y a de plus détestable. Il est la droite en personne. On oublie que le premier geste qu'il a fait comme président, ç'a été de couper les vivres à des organismes qui travaillent pour la santé des femmes. Ces organismes faisaient la promotion de la contraception et du libre choix à l'étranger. Depuis ce temps-là, il donne des fonds à des groupes qui prônent la chasteté auprès des jeunes comme moyen de contraception», s'est désolée Mme David. Selon elle, le taux de participation élevé est la seule note positive de ce scrutin.

La présidente du Conseil canadien pour les réfugiés, Janet Dench, a vu s'évanouir ses espoirs d'une Amérique plus ouverte aux droits des réfugiés et des immigrants. *«Les droits des non-citoyens ne comptent pas beaucoup pour George W. Bush»*, a expliqué Mme Dench.

À l'instar des groupes de défense des immigrants américains, Mme Dench comptait sur l'élection des démocrates pour faire avorter un projet de loi visant à faciliter la déportation d'immigrants et empêcher l'entrée en vigueur de l'entente sur le tiers pays sûr, qui limiterait le passage de réfugiés entre les États-Unis et le Canada.

Pour Dominique Peschard, de la Ligue des droits et libertés, l'élection chez nos voisins américains et la poursuite des politiques sécuritaires transpireront au delà des frontières. *«Depuis le 11 septembre 2001, des ententes comme celle sur la "frontière intelligente", qui prévoit un partage d'information sur les résidants des deux pays, n'ont jamais été discutées au Canada. On a vu ce que cela donne, le fameux périmètre de sécurité nord-américain, dans le cas de l'affaire Maher Arar»*, a fait observer M. Peschard, estimant que John Kerry aurait eu une approche plus nuancée en matière de sécurité.

Mais Amir Khadir, porte-parole de l'Union des forces progressistes, ne se fait pas d'illusions sur le clan démocrate. *«Avec ses fourberies et son ignorance, Bush est un personnage qu'on aime détester au Québec. Mais les grandes politiques américaines n'auraient pas vraiment changé avec Kerry»*, a soutenu le Dr Khadir.

Selon lui, la réélection de Bush devrait ouvrir les yeux des Québécois et permettre d'approfondir leurs critiques face au gouvernement Charest. *«Il y a une affinité idéologique. Jean Charest est un conservateur déguisé en libéral et il applique un train de mesures qui s'apparentent aux idées véhiculées par Bush»*, a dit Amir Khadir.

Sans établir un lien aussi étroit, le président de la FTQ, Henri Massé, a rappelé qu'il ne faut pas sous-estimer l'influence des États-Unis. *«On subit toujours les soubresauts du vent de droite venant des États-Unis. Quand les Américains toussent, nous autres, on a la grippe»*, a lancé M. Massé.

Le chef syndical n'a pas caché sa déception compte tenu de l'implication politique des syndicats américains dans la campagne. Le gouvernement américain n'a jamais pris de mesures pour ralentir la relocalisation des emplois à l'étranger. Les lois du travail sont en nette régression. Le taux de syndicalisation est de seulement 13 %.

Le Devoir

EN BREF

Les stars n'ont pas suffi

Los Angeles — La mobilisation sans précédent des artistes américains en faveur du démocrate John Kerry n'aura pas suffi à assurer son élection face au républicain George W. Bush. M. Kerry a réussi à mobiliser sur son nom une palette de stars à faire pâlir n'importe quel metteur en scène. Tout Hollywood ou presque s'était rangé derrière le candidat démocrate. Le «Boss» Bruce Springsteen, qui ne s'était jamais engagé politiquement auparavant, s'est produit lors de nombreux concerts en faveur de Kerry avec d'autres vedettes du rock comme Bon Jovi ou le roi du groove Stevie Wonder. À la veille du scrutin, le comédien Sean Penn n'a pas hésité à faire du porte-à-porte dans le Nevada pour tenter de convaincre des indécis de voter pour Kerry. Les comédiens engagés depuis plus longtemps aux côtés des démocrates, comme Susan Sarandon, Tim Robbins, Barbra Streisand ou Martin Sheen, ont également participé activement à la campagne démocrate. M. Bush, qui a remporté le scrutin avec une large avance au niveau national (51 % des voix, contre 48 %), avait de son côté le soutien de Britney Spears et de Bruce Willis ainsi que de l'ancien acteur Arnold Schwarzenegger, aujourd'hui gouverneur de Californie. – *AFP*

Agroalimentaire: la table est mise pour les négociations

Il est temps de faire disparaître les irritants en matière de commerce transfrontalier des aliments

FABIEN DEGLISE

Les urnes ont parlé aux États-Unis en ramenant George W. Bush sur le devant de la scène. Pour le meilleur ou le pire? Les deux, sans doute, répondent en chœur les acteurs canadiens du monde de l'agroalimentaire, qui espèrent toutefois que le président réélu se mette rapidement à table pour faire disparaître les irritants du moment en matière de commerce transfrontalier des aliments.

«Bush ou Kerry? Les résultats de cette élection nous importaient peu», dit Michel Dessurault, président de la Fédération des producteurs de bovins du Québec (FPBQ). *«Mais nous nous réjouissons que la campagne soit terminée. Maintenant, les dossiers vont pouvoir continuer à avancer.»*

Le premier dossier qui devrait d'ailleurs atterrir sur le bureau du président américain, espère M. Dessurault, est celui de l'embargo sur la viande de bœuf canadien, imposé après la découverte d'un cas de vache folle il y a plus de 18 mois et qui continue de paralyser les échanges entre les deux pays. *«L'embargo a été partiellement levé,* dit-il. *Mais il touche encore 40 % des échanges* [les animaux sur pattes et le matériel génétique étant toujours sujets à des restrictions] *même si cela est totalement injustifié.»*

À l'heure où le Canada ne cesse de montrer patte blanche en matière d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ces barrières commerciales sont jugées plus qu'abusives. *«Le fait que M. Bush ait été réélu pourrait peut-être faire accélérer les choses,* poursuit le président de la FPBQ. *Il a une excellente connaissance du dossier depuis le temps que le Canada lui en parle.»*

Du côté de l'Union des producteurs agricoles (UPA), même si on avoue avoir, comme le reste du Québec d'ailleurs, un *«penchant naturel pour les démocrates»*, le président souhaite que ce deuxième mandat de M. Bush soit placé sous le signe de l'ouverture et de la flexibilité, histoire de rendre la vie plus facile aux producteurs d'ici. *«Depuis quatre ans, on a connu le pire aux frontières avec toutes les mesures prises contre le terrorisme, qui compliquent un peu les échanges,* dit Laurent Pellerin. *Le bœuf, bien sûr, mais aussi le bois, le porc, les pommes de terre et certains produits maraîchers ont été touchés d'une manière ou d'une autre. On espère donc que nos deux pays travaillent maintenant ensemble pour rendre les frontières plus intelligentes»*... et pas uniquement sur papier.

Rien de bon

Jacques Légaré, président du Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC), le souhaite aussi, même s'il convient que le choix des électeurs américains n'annonce rien de bon pour les exportateurs canadiens de produits alimentaires. Simple question de marché des changes. *«Depuis l'arrivée de Bush au pouvoir, le dollar canadien ne cesse de grimper face au dollar américain,* dit-il. [...] *Cela rend la vie plus difficile à ceux qui font des affaires aux États-Unis. Et à l'avenir, il va falloir améliorer notre compétitivité pour être capables de s'en sortir sur les marchés états-uniens, qui reçoivent 75 % de notre production.»*

La chose aurait-elle été différente avec le candidat Kerry assis dans le bureau ovale? Sans doute, pense-t-il. Mais l'électorat américain n'a de toute évidence pas voulu donner à M. Légaré la chance de le vérifier.

Le Devoir

Interrogations sur les campus

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Au lendemain de la veille électorale, Étienne Gagnon, étudiant québécois à l'université Northwestern de Chicago, a envoyé à la blague un courriel à ses camarades américains avec la grille canadienne de sélection des immigrants.

«Lors d'un party électoral avec une trentaine d'étudiants, quand cela devenait clair que Kerry allait perdre, nous jasions de l'après-élection. Certains parlaient d'immigrer au Canada», raconte le doctorant en économie. Il faut dire que son milieu, très scolarisé, penche presque unanimement en faveur des démocrates.

Fréquentant elle aussi un campus teinté démocrate foncé, Marie-Ève Sylvestre, une Québécoise qui complète un doctorat en droit à Harvard, a eu le même genre de discussions hier. *«Des Américains pensent sérieusement déménager au Canada. Cela me fait plaisir de penser que j'ai un chez-moi, de penser que j'ai un échappatoire»*, explique la jeune femme qui complète sa quatrième année aux États-Unis. *«Je n'ai pas très envie de rester, surtout avec ce résultat.»* Elle pense que John Kerry a erré en essayant de courtiser l'électorat de droite plutôt que de montrer ouvertement son visage progressiste.

Isolés dans leurs campus généralement très démocrates, les étudiants québécois contactés par *Le Devoir* ne fréquentent pas vraiment la droite morale qui a réélu George W. Bush. *«Il y a vraiment deux mondes différents. Kerry n'a fait aucune percée dans les campagnes. Les gens qui y habitent sont un peu comme les Albertains, ils possèdent des armes, ont des gros "pick up" et vont à l'église»*, dit M. Gagnon avec ironie.

Inscrit au post-doctorat en physique en Floride, Guillaume Gervais constate lui aussi l'existence de *«deux Amériques»*. Le jeune homme, qui habite les États-Unis depuis neuf ans, vit à l'extrémité sud de la *«Bible Belt»*, dans l'îlot démocrate qu'est la ville universitaire de Thallahassee. *«Les gens que je côtoie sont aujourd'hui sous le choc. Les Américains ne comprennent pas pourquoi les Américains ont voté pour Bush»*, explique le jeune homme qui s'apprête à revenir enseigner au Québec, emmenant avec lui sa blonde américaine.

Entre le Québec et les États-Unis, son cœur a longtemps balancé. *«Je suis passé à deux doigts de rester. Dans mon domaine, c'est là que cela se passe. Mais du point de vue politique, on souffre»*, explique le scientifique, qui voulait être certain que ses futurs enfants apprennent le français et la théorie de l'évolution de Darwin plutôt que la théorie biblique.

Le Devoir

PRÉSIDENTIELLE 2004

Le Moyen-Orient exprime son inquiétude

Les peuples du Moyen-Orient, à l'exception des Israéliens et de certains Iraniens, réagissaient hier avec une déception résignée aux résultats du scrutin présidentiel américain.

JONATHAN WRIGHT

Le Caire — D'aucuns se consolaient en disant avoir placé peu d'espoir dans le démocrate John Kerry, qui a critiqué la conduite de l'occupation de l'Irak sans pour autant annoncer les initiatives qu'attendent les Arabes dans le conflit israélo-palestinien. Beaucoup, enfin, exprimaient la crainte qu'un second mandat de Bush n'entraîne un surcroît de tensions et d'effusions de sang au Moyen-Orient.

«Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le Moyen-Orient. Bush pourrait y voir le signe que sa politique étrangère dans la région est un succès et qu'il peut durcir ses positions. Il y aura d'autres tueries, d'autres effusions de sang», estime Djassim Ali, analyste du Bahreïn.

«Quatre ans de plus, cela signifie qu'il se montrera implacable dans la lutte contre le prétendu terrorisme. D'autres innocents deviendront des victimes. S'il ne s'entoure pas de gens plus sobres, je ne sais pas ce qui se passera», renchérit Khaled Maïna, rédacteur en chef du journal saoudien *Arab News*.

L'administration Bush s'est aliénée de nombreux Arabes par son invasion de l'Irak et sa négligence du problème palestinien. Sa campagne pour les réformes et la démocratie au Moyen-Orient a elle-même été mal reçue parce qu'on y voit un moyen d'imposer les intérêts américains dans la région.

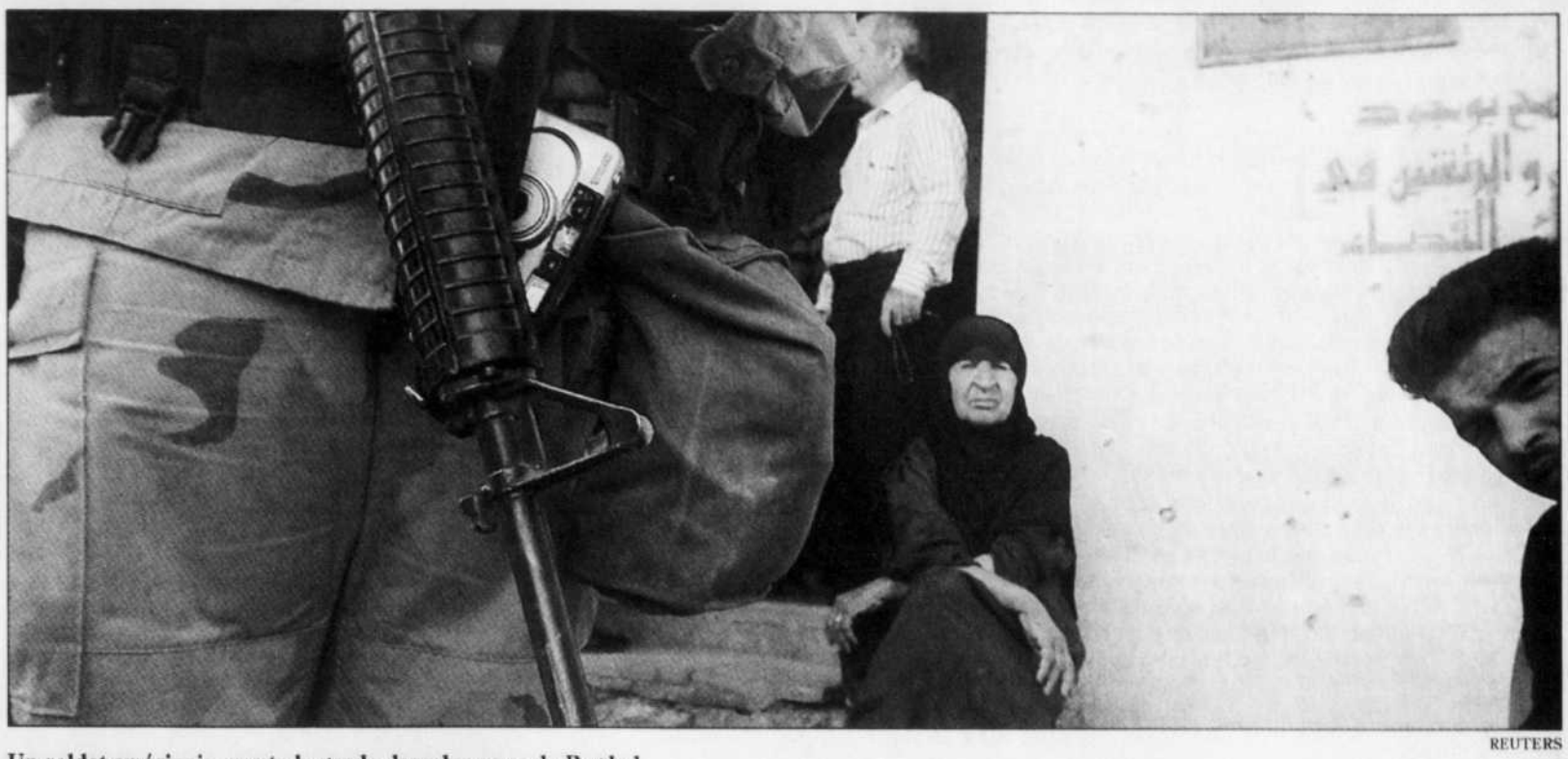
À Téhéran, indifférents au résultat des urnes américaines, des milliers de jeunes se sont réunis pour crier *«Mort à l'Amérique»*, à l'occasion du 25e anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis.

En Israël

Israël s'est félicité hier de la reconduction du président américain George W. Bush. À Jérusalem, le conseiller diplomatique du premier ministre israélien Ariel Sharon, Zalman Shoval, s'est félicité de la victoire de M. Bush. *«Israël et l'ensemble du monde libre ont toutes les raisons de se réjouir de ce résultat»*, a-t-il dit, estimant que la réélection du président Bush allait permettre de *«resserrer encore davantage les liens entre»* Israël et les États-Unis, et allait faciliter la mise en application du plan de retrait de la bande de Gaza de M. Sharon, prévu pour 2005.

L'Autorité palestinienne, elle, a pris acte de la victoire de M. Bush. Yasser Arafat *«a salué la victoire de M. Bush et émis l'espoir que son nouveau mandat et la confiance que le peuple américain lui a renouvelée donneront un nouvel élan aux efforts consacrés au processus de paix au Proche-Orient»*, a déclaré Mohammad Rachid, l'un des plus proches conseillers du dirigeant palestinien soigné actuellement dans un hôpital de la région parisienne.

Reuters et Agence France-Presse



REUTERS

Un soldat américain monte la garde dans les rues de Bagdad.

Sauveur ou envahisseur? Les Irakiens sont divisés.

SAM DAGHER

Bagdad — Pour certains Irakiens, le président américain George W. Bush, qui vient de remporter un deuxième mandat à la Maison-Blanche, est un *«sauveur»*, pour d'autres il a *«envahi et détruit l'Irak»*. Dans tous les cas, l'élection présidentielle américaine ne laisse pas les Irakiens indifférents.

«Il nous a détruits!», affirme Oum Marwan, 30 ans, professeur dans une école. *«L'Irak n'a aucun avenir, et tous ceux que je connais veulent partir à tout prix»*, ajoute-t-elle. Deux de ses collègues acquiescent alors qu'ils font leurs courses au marché Bab al-Moazam, dans le nord de Bagdad.

«Bush a tué des milliers d'Irakiens pour la simple raison que sa famille voulait se débarrasser de Saddam», estime Hadi Salih, chauffeur de bus.

Un autre homme compare le président américain à l'envahisseur mongol Hulagu, un petit-fils de Gengis Khan, qui a envahi Bagdad en 1258 et massacré près d'un million de personnes. *«Hulagu a rempli le Tigre de sang et Bush est en train de laver chaque jour les rues de l'Irak avec le sang»*, indique pour sa part Koussay Wali, un ingénieur de 29 ans.

Pour ces sunnites de Bagdad, qui monopolisaient le pouvoir avant la chute de Saddam Hussein, l'invasion de l'Irak en mars 2003 n'a apporté que l'insécurité. Mais pour les chiites, majoritaires et opprimés par l'ancien régime, la guerre les a débarrassés d'un régime sanguinaire. *«Bush nous conduit vers le monde civilisé»*, affirme Ibrahim Youssef, qui vend des tomates et des pommes de terre sur le marché. *«Je peux avoir un accès à Internet, je peux aller à Najaf et Kerbala* [les deux villes saintes chiites au sud de Bagdad] *et lire n'importe quel livre sans que quelqu'un me menace»*, dit-il.

Au gouvernement

Des personnalités irakiennes proches du gouvernement installé par les Américains espéraient bien, pour leur part, que le locataire de la Maison-Blanche reste en place. Ces responsables ont reconnu toutefois que de nombreuses erreurs ont été commises par le président américain sortant dans sa guerre en Irak.

«Nous savons que Bush a une vision générale de l'Irak. Il a renversé Saddam Hussein et libéré le pays et je pense qu'il veut terminer le travail», a déclaré Mouaffak al-Roubaï, un chiite, ancien conseiller à la sécurité nationale. *«George W. Bush a un engagement envers l'Irak, et je pense que sa réélection serait bonne pour l'Irak et mauvaise pour les terroristes»*, a-t-il dit.

L'équipe de Bush, a-t-il poursuivi, a appris des erreurs qu'elle a commises depuis l'invasion américaine du pays. *«Je ne voudrais pas qu'une nouvelle équipe arrive»* pour commettre les mêmes erreurs, a-t-il affirmé.

Cet avis est partagé par un membre sunnite du Conseil national, qui siégeait dans l'ancien Conseil du gouvernement transitoire. *«La victoire de George W. Bush est un avantage pour l'Irak et je suis très heureux de sa réélection»*, a-t-il déclaré. *«John Kerry est un inconnu. L'Irak a besoin d'aide et je ne vois personne d'autre que Bush capable de le faire. Il a déclaré la guerre au terrorisme et l'Irak est un nid de terroristes»*, a-t-il dit.

Et dans un entretien avec le journal italien *La Repubblica*, le premier ministre irakien Iyad Allaoui a souhaité qu'aucun changement ne survienne dans le rôle de la force multinationale conduite par les États-Unis en Irak. *«Les États-Unis nous ont libérés d'un dictateur, d'une longue période de guerre et d'agonie. Nous remercions l'Amérique pour tout ce qu'elle a fait et tout ce qu'elle continuera à faire»*, a ajouté M. Allaoui.

Agence France-Presse

L'Europe et l'ONU saluent le président américain

Paris — Les responsables de l'Union européenne et de l'ONU ont été parmi les premiers hier à féliciter George W. Bush pour sa réélection à la présidence des États-Unis, alors que les dirigeants du monde, sans attendre confirmation de sa victoire, s'étaient tous dits prêts à travailler avec lui.

Peu après que le démocrate John Kerry eut concédé sa défaite, le président en exercice de l'Union européenne, le premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende, a félicité George W. Bush et souligné la *«puissance»* des liens unissant l'UE aux États-Unis.

M. Balkenende *«s'attend à la poursuite de relations productives avec l'administration»* Bush, selon un communiqué de la présidence de l'UE. *«Les États-Unis et l'Union européenne ont des liens culturels, politiques et économiques forts et partagent des valeurs communes»*, ce qui *«fait de nous des partenaires naturels et indispensables»*.

Le président de la Commission européenne sortante, Romano Prodi, a adressé à George Bush ses *«chaleureuses félicitations»*. Les *«liens d'amitié et de coopération»* entre l'Europe et les États-Unis *«sont vitaux au maintien de la paix dans le monde sur la base de principes et de valeurs partagés de façon multilatérale»*, a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, dont les relations avec M. Bush ne sont pas au beau fixe, notamment depuis la guerre en Irak, s'est dit *«déterminé»* à continuer à travailler avec lui.

«Le secrétaire général félicite chaleureusement le président Bush pour sa réélection», selon un communiqué de l'ONU. M. Annan *«est déterminé à continuer à travailler avec le président Bush et son administration sur tout l'éventail des questions auxquelles les Nations unies et le monde sont confrontés»*.

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, autre opposant à l'intervention américaine en Irak, a souligné qu'il entendait poursuivre la *«bonne coopération»* avec l'administration américaine.

Quant au président polonais Aleksander Kwasniewski — un allié de M. Bush en Irak —, il a estimé que, *«pour la Pologne, il vaut certainement mieux continuer à travailler avec le président Bush»*. Les relations des deux pays *«ont un caractère stratégique très sérieux»*, a-t-il souligné.

Poutine se réjouit

De nombreux dirigeants n'avaient pas attendu la confirmation du résultat pour s'exprimer, à l'exemple du président russe Vladimir Poutine. *«Si Bush gagne, alors je pourrais me réjouir que le peuple américain ne se soit pas laissé effrayer et ait pris la décision qui était juste»*, avait-il dit, cité par Interfax.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, en visite officielle à Moscou, avait abondé en ce sens. *«La continuation par M. Bush de la politique américaine actuelle nous facilitera la tâche»*, avait-il dit.

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, qui avait ordonné le retrait des troupes espagnoles d'Irak, avait exprimé la volonté de son gouvernement d'entretenir *«une coopération efficace et constructive»* avec George W. Bush.

«Les relations doivent être plus étroites et solides entre les États-Unis et l'Union européenne afin de bâtir un ordre international qui a devant lui des défis extrêmement importants», avait-il dit.

Les pays scandinaves avaient espéré une amélioration des relations entre les États-Unis et l'Europe. *«Sous Bush, des tensions se sont développées entre l'Europe et les États-Unis. J'espère qu'il essaiera de construire des ponts et qu'il s'investira davantage dans la coopération internationale»*, a déclaré le premier ministre norvégien, Kjell Magne Bondevik.

Agence France-Presse

Chirac félicite Bush mais la France s'interroge

Paris — Jacques Chirac a adressé ses *«plus vives félicitations»* à George Bush pour sa réélection à la Maison-Blanche, mais beaucoup de responsables politiques français s'interrogent sur l'avenir du lien transatlantique.

Un an et demi après le choc frontal entre Paris et Washington sur la crise irakienne, le chef de l'État français a manifesté sa volonté de tourner la page.

Dans un message adressé hier au président américain réélu, il a formé *«le vœu»* que le second mandat de George Bush *«soit l'occasion de renforcer l'amitié franco-américaine»*.

«C'est dans un esprit de dialogue, d'estime et de respect mutuels que doivent continuer à se développer notre coopération, notre combat commun contre le terrorisme et l'action que nous menons ensemble pour promouvoir la liberté et la démocratie», a souligné Jacques Chirac, qui, comme on le rappelle souvent à Paris, avait été le premier chef d'État étranger à se rendre à New York après les attentats du 11 septembre 2001.

«Nous ne pourrons trouver de réponses satisfaisantes aux nombreux défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sans un étroit partenariat transatlantique», a insisté Jacques Chirac, jugeant que les États-Unis et la France *«sont appelés à y jouer un rôle essentiel»*.

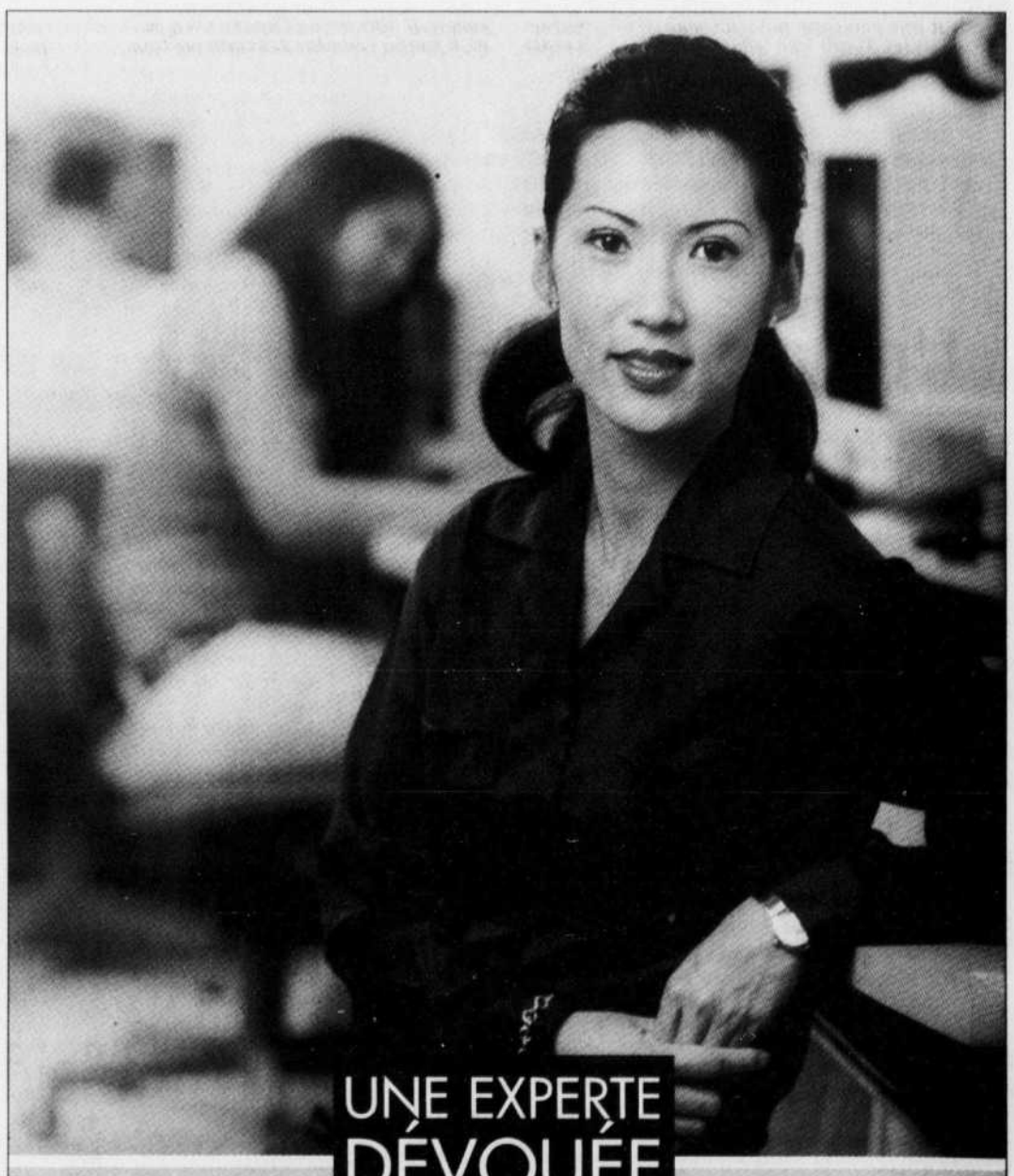
«Nous partageons l'ambition d'assurer au plus grand nombre la paix, la sécurité et la prospérité, dans un esprit de solidarité. Je suis convaincu qu'ensemble nous pouvons y parvenir», a-t-il écrit, avant d'assurer George Bush de sa *«bien cordiale amitié»* dans un ajout manuscrit.

Tout comme Jacques Chirac, Michel Barnier a estimé que la paix et la stabilité avaient besoin de ce dialogue transatlantique. Le ministre français des Affaires étrangères, qui était l'invité de France 2 hier soir, s'est insurgé contre l'idée d'une rupture durable du lien entre la France de Jacques Chirac et l'Amérique de George Bush pour cause de désaccord *«extrêmement clair et net»* sur l'Irak.

«Il ne s'agit pas de rétablir des relations diplomatiques. Nous sommes alliés et amis depuis très longtemps», a-t-il dit. *«Nous avons une vision différente de ce qu'il faut faire pour organiser le monde, mais ce sont des raisons pour dialoguer ensemble dès lors que nous nous respectons»*, a-t-il dit.

Prié de dire si la France et l'Europe devaient prendre une initiative pour se rapprocher des États-Unis, le chef de la diplomatie a souligné que des deux côtés de l'Atlantique on devait *«faire des gestes ensemble»*.

Reuters



UNE EXPERTE DÉVOUÉE REBRANCHE SES ÉLÈVES À L'ÉCOLE GRÂCE À INTERNET.

Avez-vous déjà vu un enseignant se rendre chez un élève le matin pour le tirer du lit et le conduire à l'école? C'est pourtant ce qu'a fait Linda Lee bien des matins, car Linda était prête à tout pour aider ses élèves à réussir.

Jusqu'à récemment, il n'y avait pas d'école secondaire à Fort McKay, une collectivité autochtone du nord de l'Alberta. Pour poursuivre leurs études, les élèves devaient faire de longs trajets en autobus et s'adapter au mode de vie de la grande ville. Rien d'étonnant à ce que le taux de décrochage dans la collectivité ait atteint 90 %.

Face à ce problème, la collectivité s'est associée à Shell Canada pour trouver une solution innovatrice : un centre d'apprentissage en ligne permettant aux élèves de consulter des enseignants ainsi que le contenu des cours reconnus de niveau secondaire. Dirigé par nulle autre que l'enseignante dévouée, Linda Lee, le centre a adopté un programme élaboré par et pour les Autochtones. Encouragés par sa passion et sa détermination, tous les élèves de Linda ont terminé avec fierté et distinction leur premier semestre.

En tant que proche voisin de Fort McKay, Shell Canada appuie le centre ainsi que d'autres initiatives de la collectivité.

Shell Canada aide les experts comme Linda Lee à trouver des solutions aux préoccupations des collectivités afin que tous puissent entrevoir un avenir meilleur.

Pour en savoir plus, consultez le site Web de Shell Canada à www.shell.ca

ÉDITORIAL

Le miroir brisé

Les Américains ont tranché: ce sera George W. Bush pour quatre autres années. Difficile de prévoir si cette victoire fera de lui un président encore plus fanatique et plus conservateur ou si, au contraire, cela l'incitera à prendre enfin le virage de l'ouverture sur le monde que la planète entière attend du chef de la plus grande puissance mondiale.

Tous savaient que, malgré le bilan désastreux de l'administration Bush, la partie était loin d'être gagnée pour le candidat démocrate John Kerry. Mais toute la soirée de mardi, ceux qui rêvaient d'une victoire démocrate ont attendu en vain dans l'espoir d'un retournement toujours possible de la situation. Après tout, le peuple américain ne pouvait pas être aveugle à ce point!

Depuis la première élection de George W. Bush, il y a quatre ans, le monde a changé à cause de sa réaction démesurée à l'attaque du 11 septembre 2001, que d'aucuns n'ont pas hésité à attribuer à sa conception ethnocentriste, religieuse et guerrière du rôle des États-Unis. Jamais dans son histoire ce pays avait-il suscité autant de sentiments contradictoires en si peu de temps, et ce, même parmi ses meilleurs amis.

Au lendemain du 11 septembre, nous avions été nombreux à soutenir le peuple américain, attaqué de lâche façon par le terrorisme islamiste. La décision de mener la lutte contre al-Qaïda sur son propre terrain, l'Afghanistan, avait reçu l'appui quasi unanime des pays membres de l'ONU, dont le Canada. Se sont ensuivis des gestes plus contestables tels l'imposition de mesures de sécurité teintées de paranoïa et l'arrestation de centaines de citoyens d'origine arabe. Mais c'est au moment d'attaquer l'Irak pour des motifs aussi obscurs qu'obtus que tout a basculé. Est alors apparu au grand jour le fanatisme d'une administration qui ne s'est jamais souciée d'avoir ou non quelque motif sérieux d'intervenir pour renverser le dictateur.

Jean-Robert Sansfaçon

Depuis ce temps, l'Irak brûle, et personne n'est en mesure de prévoir si les États-Unis parviendront jamais à rétablir un semblant de paix et d'ordre, pour ne pas parler de démocratie. Car de la démocratie, il risque de ne jamais y en avoir dans cet Irak qui, laissé à lui-même, passerait aussitôt sous la coupe des extrémistes religieux.

Au Moyen-Orient, George W. Bush a aussi tout raté et, là encore, rien ne permet d'espérer que les choses changent sur un horizon prévisible.

Sur la scène intérieure, rien ne va plus sur les plans économique et social. En quatre ans, les États-Unis ont vu éclater l'une des bulles spéculatives les plus spectaculaires des temps modernes. Ils ont fait face à une récession qui a laissé des millions de personnes sans emploi et subissent depuis une hausse record de leurs déficits, tant commercial que budgétaire. Dès l'annonce de la réélection de Bush, le prix du pétrole est reparti à la hausse et le dollar a repris une direction ascendante.

Pourtant, malgré tout cela, la majorité des Américains a choisi de reconduire George W. Bush. C'est dire à quel point les gens de la rue n'ont pas la même perception de leur président que le reste de la planète, à quel point ils sont convaincus que l'invasion de l'Irak constituait un geste défensif et à quel point encore ils sont attachés aux valeurs traditionnelles de réussite individuelle et de croyance exacerbée de l'Amérique du passé, celle des pionniers.

Le miroir s'est brisé: quatre années de malheur? Osons seulement espérer que George W. Bush comprenne enfin que si les États-Unis peuvent toujours gagner des guerres, ils ne pourront jamais faire partager leurs ambitions et leurs rêves par les autres peuples du monde sans d'abord s'en être fait des amis.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

L'échec démocrate

En plus d'avoir été reconduits à la Maison-Blanche, les républicains ont hérité d'une nette majorité à la Chambre des représentants et au Sénat. Ils auront donc toute latitude d'imprimer au programme législatif le cours qu'ils souhaitent. Ils auront aussi, voire surtout, le loisir d'imposer aux Américains, par Cour suprême interposée, un éventail d'ordres moraux qui perdurera pendant une vingtaine d'années au moins.

Pour certains observateurs, le président Bush aura la possibilité de nommer deux juges à la plus haute cour du pays. Pour d'autres, il serait même plausible que Bush envoie quatre magistrats partageant ses vues que l'on sait très conservatrices à cette cour. Une chose est certaine: Bush est en mesure de léguer au pays l'héritage politique qu'il souhaite.

C'est un secret de Polichinelle que les modèles philosophiques de Bush en matière de justice se nomment Antonin Scalia et Clarence Thomas. Étant donné leur âge, il est écrit dans le ciel que ces magistrats occuperont leur siège, à moins d'un accident évidemment, lorsque Bush quittera la Maison-Blanche, dans quatre ans.

Serge Truffaut

Parmi les juges qu'il aura à choisir, le vainqueur de l'élection de mardi aura l'occasion de choisir le patron de la Cour suprême. En effet, les problèmes de santé qu'éprouve depuis quelque temps William Renquist permettent même d'envisager un remplacement à court terme. Choisi par Richard Nixon comme simple juge et promu au plus haut poste par Ronald Reagan, Renquist s'est taillé une réputation de conservateur dur, ferme.

Tous ces faits pris en compte, il faut s'attendre à ce que la Cour suprême des États-Unis d'Amérique se distingue des précédentes comme suit: elle sera la gardienne farouche des valeurs morales les plus conservatrices qui soient. Concrètement, le droit à l'avortement, le droit des personnes du même sexe de se marier ainsi que la discrimination positive vont s'inscrire rapidement à l'ordre du jour de cette instance, avec les conclusions que l'on devine.

Dans cette aventure, c'est à souligner, Bush jouira d'une marge de manœuvre plus que confortable. C'est un aspect du sujet qui nous ramène d'ailleurs au Congrès. Entre la nette majorité dont il dispose à la Chambre des représentants et une consolidation de ses positions au Sénat, Bush a le privilège suivant: il sait que les magistrats réussiront avec facilité l'examen de leur nomination devant le Congrès.

Dans le camp démocrate, l'humeur doit être d'autant plus maussade qu'on a perdu sur tous les fronts. En effet, outre les défaites mentionnées, on doit relever celle de Tom Daschle. Leader des sénateurs démocrates, il a mordu la poussière dans son fief du Dakota du Sud. La pilule est d'autant plus dure à avaler pour le parti de John Kerry que c'est la première fois depuis 1952 que le chef de file des sénateurs est renvoyé dans ses terres.

Résultat net de la journée d'avant-hier: le camp démocrate est tétanisé. Il ne dispose d'aucune majorité où que ce soit et il n'y a plus de chef en fonction. En clair, Bush et les républicains ont un boulevard devant eux.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS
Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

On ne badine pas avec l'humour

Mais qu'est-ce qui a poussé Richard Desjardins à oser défier un mandement de sa sainteté Guy Lepage (remarquez l'absence de la particule, tout aussi prétentieuse que ce sinistre personnage). C'est un véritable sacrilège qu'a commis Desjardins. Ne savait-il pas qu'au Québec, patrie du consensus mou, on doit en toute déférence se prosterner devant ces sans-gêne, membres de la secte de l'humour infini, qui, du matin au soir, polluent les ondes tant visuelles que sonores et qui, pour notre plus grand malheur, répètent *ad nauseam* leurs sempiternelles et surtout très subtiles tirades de bas de ceinture?

Quand sa sainteté parle, on obéit. Boycotter le gala de l'ADISQ, c'est commettre un crime de lèse-majesté. Tenez-vous-le pour dit, M. Desjardins, sinon vous risquez l'excommunication. Fini, les ondes radio-canadiennes. Ce ne sera alors plus *in* de dire qu'on aime et qu'on écoute du Desjardins...

Gilles Teasdale
Montréal, le 2 novembre 2004

Une occasion ratée de se taire

«La Gaspésie, c'est loin, mais moi, je suis déjà revenu de la Thaïlande, ça fait que j'ai pas beaucoup de respect pour ça.»

Quelle belle occasion de vous taire avez-vous perdue là, M. Guy A. Lepage! Vous vous êtes montré très petit, très mesquin, en critiquant de la façon dont vous l'avez fait l'absence de Richard Desjardins, qui était en tournée en Gaspésie.

Que serait-il allé faire là? Vous écouter commérer sur les vedettes présentes? Faire semblant de trouver drôles vos blagues, qui le sont de moins en moins d'une année à l'autre? Regarder le costume bizarroïde de Yann Perreault? Subir les autopublicités des commanditaires du gala? Vous écouter profiter de votre rôle d'animateur pour ploguer votre émission du dimanche? Vous regarder faire votre ascension en faux hélicoptère à la fin du gala?

Si vous vouliez laisser entendre que le poète ne respecte pas son public en ne se présentant pas à ce clinquant gala, c'est raté. Assistez à un de ses spectacles et vous comprendrez. Richard Desjardins préfère être que paraître. Et je ne vous ferai pas l'injure de comparer vos engagements respectifs en faveur du bien commun...

M. Lepage, vos succès des dernières années vous montent décidément à la tête. Je vous suggère ce petit exercice d'humilité: revoyez plusieurs fois votre film *Camping sauvage*, puis écoutez un enregistrement d'une émission de *Tout le monde en parle* en imaginant que Dany Turcotte en soit absent... Ensuite, écoutez *Kanasuta*.

Peut-être alors présenterez-vous vos excuses à Richard Desjardins autrement qu'en l'invitant à votre émission...

Jacques Bérubé
Rimouski, le 2 novembre 2004

Landry n'a pas le choix

À ceux qui croient voir en Bernard Landry un chef fini qui s'accroche égoïstement au pouvoir, je pose cette question: voyez-vous en Pauline Marois ou François Legault un chef fort et charismatique capable de mener le Parti québécois à une victoire électorale et éventuellement référendaire? Non? Landry non plus, je crois. Voilà sans doute pourquoi il se voit obligé de demeurer en poste en attendant de le céder à une meilleure relève, le moment venu...

Mathieu Bélanger
Montréal, le 2 novembre 2004

Walen buiten

Réplique à Jean-Marc Léger

Avant de vous énerver avec le fédéralisme à la belge, demandez-vous ce que vous diriez si vous étiez expulsé de votre région «pour cause de langue». J'ai vécu le *Walen buiten* («les Wallons dehors»), qui a entre autres fait déménager l'université francophone de Louvain, autrefois située en territoire néerlandophone, vers Ottignies. Cela a déjà été dit dans les pages de ce quotidien, mais je le répète: appliquer le fédéralisme belge au Canada signifie que l'université McGill déménagerait à Toronto, que celle de Moncton irait à Rimouski, etc., et que les francophones hors Québec seraient *de facto* assimilés, avec disparition de la culture, des médias, des services en français, etc. *Idem* pour les anglophones du Québec. (En passant, vous croyez qu'ils vont se laisser faire? [...]) Si c'est seulement pour afficher l'autonomie politique du Québec à une table internationale que vous êtes prêt à fédéraliser «à la belge», vous débloquez complètement. Là-dessus, je vous suggère une bonne bière belge, les flamandes étant particulièrement savoureuses.

Serge Sokolski
Québec, le 1er novembre 2004

Deux annuaires, oui, c'est révoltant

Je partage entièrement les propos de Claudine Azoulay parus dans *Le Devoir* des 30 et 31 octobre au sujet de l'annuaire Telus. J'ai moi-même fait les démarches suivantes à la suite de la sortie de l'annuaire Telus en 2003.

- Un courriel au CRTC: ce n'est pas de son ressort.
- Un courriel à la Protection du consommateur: on m'a référé à Communication Québec.
- Un courriel à Communication Québec: cela ne concerne pas cet organisme.
- Un courriel à Telus: depuis cette année, ce n'est plus Telus qui publie l'annuaire mais une autre compagnie. Belle manière de se débarrasser du problème.
- Comme j'ai été sollicitée par Telus pour mettre une annonce dans ses *Pages jaunes*, j'ai fait état de mes commentaires sur l'annuaire. Réponse: au Canada, il y a la libre concurrence.

Mon dernier recours allait consister à déposer mon annuaire à la porte de Telus (mais tout le monde n'a pas le temps ni la possibilité de le faire). D'autres suggestions, s'il vous plaît! Et, pour en remettre, Bell (*Pages jaunes*) a sorti un annuaire par quartier. Quel gaspillage!

Anne Delpech
Québec, le 31 octobre 2004

LIBRE OPINION

Plaidoyer pour une région en crise

MARIO DALLAIRE
La Baie, Saguenay

Je suis un travailleur de la papetière de Port-Alfred, qui vit actuellement l'agonie d'une entreprise qui fut jadis un fleuron important pour d'autres gestionnaires.

Je crois sincèrement que notre combat est devenu un combat régional puisqu'il découle de l'exploitation des ressources naturelles régionales au même titre que plusieurs autres ressources (eau, lait, bœuf, aluminium). J'en ai assez de voir nos ressources se faire piller sans que la région en tire sa juste part. J'en ai assez de voir les profits réalisés à même l'exploitation de ces ressources servir à d'autres pays ou d'autres régions afin de mieux nous écraser face à une concurrence déloyale (en 2000, j'ai même demandé à Bernard Landry qu'il protège une partie des profits pour que ceux-ci soient réinvestis là où ils ont été réalisés). Une dépêche du 5 septembre 2004 annonçait encore qu'Abitibi-Consol construit une usine neuve en Chine...

Nous en sommes rendus à un tournant important de notre histoire régionale. Il faut se réveiller et ne pas laisser l'individualisme et la mondialisation nous détruire. Nous devons nous unir et nous lever face à ce carnage sans respect pour les travailleurs que nous sommes et les efforts de nos ancêtres. Je suggère une alliance des différents syndicats régionaux concernés par ce démantèlement de la région.

Que l'on songe à l'usine de Vaudreuil, qui a bien servi Alcan à se mondialiser; que l'on songe à ces travailleurs forestiers éloignés de leur famille et qui supportent de lourdes charges administratives pour un maigre revenu; que l'on songe à Hydro-Québec, qui fut jadis un conglomérat d'entreprises achetées dans la controverse d'une nationalisation justifiée (merci, M. Lévesque); que l'on songe à ces cultivateurs qui ne retirent que quelques sous pour du bœuf qu'on achète à prix fort à l'épicerie du coin (l'abattoir accrédité est trop éloigné de la région). Les exemples ne manquent pas, il suffit simplement d'ouvrir les yeux.

Je ne suis pourtant pas un syndicaliste aguerri. Les syndicats ont fait leur juste part de bons coups mais aussi d'erreurs et d'abus de pouvoir. En ce qui a trait à mon syndicat, il a su relever le défi au cours des dernières années et a même su être très dynamique devant cette menace. Ne tirons pas sur le messager!

Malheureusement, je ne peux plus me fier aux gouvernements en place pour protéger mes droits face à ce pillage. Je ne leur demande même pas d'investir dans cette papetière, qui n'avait pas elle-même l'obligation de le faire. On ne répare plus une vieille voiture quand on se prépare à en acheter une neuve ailleurs (économique et profitable lorsqu'elle a été acquise avec l'exploitation et les profits du passé régional).

La seule chose qu'un gouvernement responsable pourrait faire sans trop se mouiller serait une vente forcée de l'usine, et ce, sans conditions. Il suffirait que trois firmes d'évaluation indépendantes évaluent l'usine actuelle et qu'on remette la moyenne de ces trois évaluations à l'ancien propriétaire.

Je parle de ce gouvernement qui cherche constamment à se déresponsabiliser de tout bord et de tout côté mais qui est incapable de gérer les magouilles des commandites et des contrats exorbitants. Oui, j'en ai gros sur le cœur. Ces élus, censés nous protéger, nous vendent à petit feu pour une chanson. Où sont-ils en ce moment? Ah! j'oubliais, les élections sont passées. De toute façon, ils vont payer car plusieurs de ces travailleurs vont coûter cher en assurance-emploi, en aide sociale ou autres programmes gouvernementaux.

Oui, nous devons nous réveiller, nous unir, nous lever et donner un bon coup de pied. Pour l'instant, j'ai une affiche «À vendre» et je me demande où la poser. Devrais-je la poser sur ma maison, sur l'usine ou sur une région qui perd de plus en plus de valeur?

Que chacun se le dise: il s'agit d'un combat régional, et chacun doit y apporter son grain de sel pour lui-même, ses investissements, son voisin et, encore mieux, ses propres enfants. Devrais-je me contenter de regarder sortir nos ressources sans agir? Non.

IDÉES

La réélection de George W. Bush

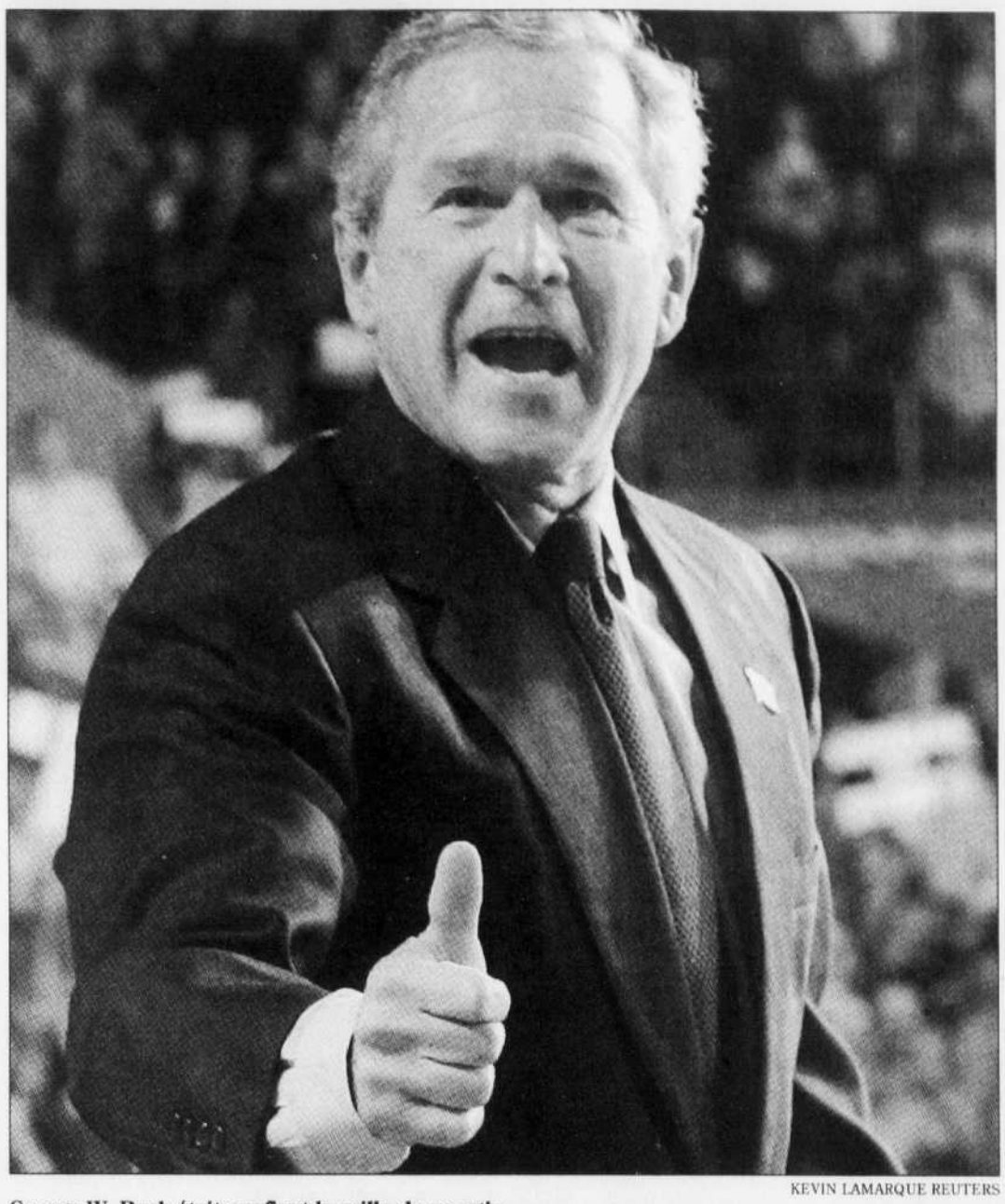
Où est la fracture politique ?

Les Américains sont globalement de plus en plus conservateurs, qu'il s'agisse de politique, d'économie ou de questions de société

CHARLES-PHILIPPE DAVID
FRÉDÉRICK GAGNON
ÉLISABETH VALLET

Les auteurs sont respectivement directeur et chercheurs à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM. Ils ont également collaboré à l'ouvrage Les Élections présidentielles américaines, *paru aux Presses de l'Université du Québec.*

À la veille du discours de John Kerry, concédant la victoire à George W. Bush, l'élection 2004 avait un étrange relent de la campagne 2000. Tout semblait devoir se jouer dans un mouchoir de poche, et tous les ingrédients y étaient: l'Ohio était un État susceptible de «faire» l'élection, 72 % des électeurs ont encore utilisé les fameux bulletins à perforer à l'origine de l'imbroglio floridien et même l'OSCE avait souligné les risques que posaient les bulletins provisoires. Le maelström juridique que l'on prédisait n'aura pas eu lieu. Si le système électoral et l'image de la démocratie américaine en sortent moins altérés qu'il y a quatre ans, le Parti démocrate, quant à lui, accuse le coup. Certains avaient parlé de fracture politique, mais elle ne s'est pas traduite dans le résultat aux urnes. D'autres prédisaient un taux de participation record favorable à Kerry, mais Bush sort de ce scrutin légitimé et sans doute renforcé. D'aucuns prédisaient l'hallali du système électoral américain. Il semblerait pourtant qu'il ait une fois encore prouvé qu'il résiste à l'épreuve du temps. Il y a pourtant des enseignements à tirer de ces élections du 2 novembre, et ils sont de taille.



KEVIN LAMARQUE REUTERS

George W. Bush était confiant la veille du scrutin.

Une défaite rapidement concédée

En Ohio, ce sont ces bulletins provisoires qui ont tenu en haleine les Américains jusqu'au matin du 3 novembre. Ils pouvaient être utilisés par des électeurs qui se disaient inscrits sur les listes électorales mais dont les noms n'y figuraient pas. Si l'intention était noble, elle aura tout de même donné des sueurs froides aux observateurs impuissants du décompte. En effet, dans cet État clé, l'écart entre les deux candidats est pour l'instant de 136 000 voix. Or, dans le même temps, il y aurait jusqu'à 250 000 bulletins provisoires en attente de décompte. On pouvait donc imaginer que Kerry puisse, à la dernière minute, emporter l'État clé de cette élection. Pourquoi Kerry a-t-il si vite concédé la victoire?

Premièrement, de façon générale, chaque parti a campé sur ses assises et chacun a conservé ses bastions traditionnels. Mais les données n'étaient pas tout à fait les mêmes: en raison du recensement conduit en 2000, la répartition par État des 538 grands électeurs avait été amendée en fonction des flux démographiques. En gagnant les mêmes États qu'en 2000, Bush disposait cette fois-ci d'un capital supplémentaire de sept grands électeurs.

Deuxièmement, c'est une vague conservatrice qui a déferlé sur les États-Unis. À tous les niveaux électoraux, aux questions référendaires, le conservatisme est patent et les libéraux sont défaits. Et dans le cadre de l'élection présidentielle, l'évidence est là: George W. Bush a remporté la majorité des suffrages populaires (51 %). Il ne sera plus le «président accidentel» du début de l'année 2001. Il bénéficie de l'onction populaire, de la légitimité qui lui avait fait défaut en 2000. Par contraste, Kerry ne pouvait pas se permettre de prolonger indéfiniment les arguties juridiques alors qu'il ne disposait du soutien que d'une minorité de la population (48 %). Il n'avait pas la légitimité dont bénéficiait Gore pour se lancer dans une bataille juridique de plusieurs semaines. L'opinion publique américaine n'aurait sans doute pas compris.

Troisièmement, les résultats partiels et les sondages à la sortie des bureaux de vote attestent de plusieurs tendances de l'opinion publique qui ne jouent pas en faveur de Kerry. En effet, le sénateur n'a fait aucune percée significative auprès de tranches particulières de l'opinion publique. En dehors des jeunes de 18 à 29 ans — cette fameuse génération Y —, Kerry a en effet cédé du terrain dans plusieurs strates de la population américaine. Ainsi, plus soucieuses de la sécurité de leurs enfants, les *soccer moms* sont devenues des *security moms*, favorables à Bush. Plus logiquement, Kerry a perdu du terrain chez les personnes âgées, plus sensibles au discours sécuritaire. Pis encore, il a véritablement cédé du terrain chez les Hispano-Américains, dont on observe le glissement progressif vers les républicains depuis 1996. Sa base électorale s'érodant, Kerry était de moins en moins fondé à poursuivre une bataille qui pouvait être interprétée défavorablement par l'opinion publique.

Kerry n'a fait aucune percée significative auprès de tranches particulières de l'opinion publique

Un résultat décevant

Ce n'est pourtant pas la détermination et les stratégies qui ont fait défaut chez Kerry. Sa campagne, malgré un faux départ, a réussi à s'imposer progressivement durant les deux derniers mois, au point de rattraper George W. Bush, largement en avance sur son adversaire démocrate au début de septembre. Kerry a ainsi gagné les trois débats présidentiels, dont le premier a assené un dur coup au président Bush, mais cela ne s'est visiblement pas traduit dans les intentions de vote. Il a choisi un candidat à la vice-présidence qui était censé lui rapporter des dividendes dans le sud du pays. Le résultat est décevant là aussi: aucune percée, aucun progrès dans une région jadis dominée par les démocrates. Le charismatique John Edwards courbe l'échine devant la machine républicaine dans son État de la Caroline du Nord. Et si Kerry a pu compter, en fin de campagne, sur quelques apparitions de l'ancien président Bill Clinton — notamment dans l'Ohio —, qu'à cela ne tienne: l'État de l'Arkansas, dont Clinton est originaire, reste aux mains des républicains. Enfin, comble d'ironie, les nouveaux électeurs inscrits et réputés en principe voter en faveur de l'adversaire du président sortant accordent deux tiers de leurs suffrages à Bush. Comment expliquer un résultat guère conforme aux prédictions en de telles circonstances ?

Ce «raz-de-marée» républicain permet deux constatations préliminaires. Premièrement, les enjeux de sécurité et de politique étrangère favorisent généralement le président sortant. Kerry a eu beau exposer les nombreuses contradictions et mauvaises décisions de Bush en ce domaine, les électeurs sont demeurés globalement favorables aux positions du commandant en chef et peu enclins à vouloir changer de direction — d'autant que Kerry n'a pas véritablement expliqué en quoi aurait consisté le changement et en quoi il aurait su mieux faire que Bush face au terrorisme et à l'Irak. La vidéo inattendue d'Oussama ben Laden n'a rien arrangé.

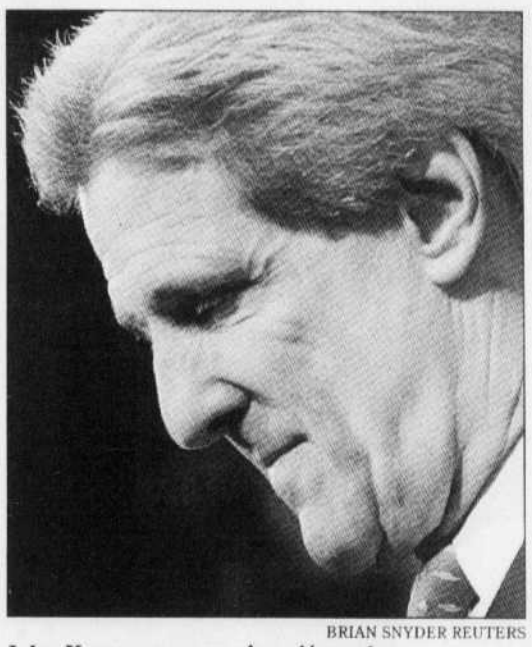
Deuxièmement, la réélection de Bush tend à minorer la thèse répandue, et abondamment ressassée durant cette campagne, d'une profonde fracture politique aux États-Unis. Cette fracture est en fait moins prononcée qu'en 2000. Certes, les candidats Kerry et Bush ont départagé les Américains, mais force est de constater que ceux-ci sont globalement de plus en plus conservateurs, qu'il s'agisse de politique, d'économie ou de questions de société. Le glissement des valeurs américaines vers la droite est incontestable. En témoigne l'issue des consultations référendaires tenues ce 2 novembre: la limitation du «mariage» à «l'union entre une femme et un homme» a d'ailleurs été validée par les électeurs dans tous les États où la question était posée. Il semblerait d'ailleurs que le fait que le mariage homosexuel soit soumis à référendum dans 11 États ait constitué un des facteurs de la mobilisation des fondamentalistes religieux. La tendance à la radicalisation de la société américaine s'est donc illustrée par une déferlante rouge sur le pays.

Un véritable raz-de-marée

Les résultats des 435 élections à la Chambre des représentants et des 34 élections au Sénat abondent dans ce sens. Les républicains sont les grands vainqueurs du 2 novembre. À la Chambre, ils ont accru leur majorité d'au moins trois sièges. Et l'amplitude de leur victoire se mesure à l'aune des résultats au Sénat. Les démocrates croyaient pouvoir reprendre le contrôle de cette Chambre, mais l'inverse s'est produit. Les républicains y ont en effet accru leur majorité de quatre sièges! Comble de malheur pour les démocrates, leur leader au Sénat, Thomas Daschle, a été détrôné par le républicain John Thune dans une course effrénée — et onéreuse — au Dakota du Sud.

La défaite de Daschle est sans doute une bonne nouvelle pour les producteurs de bœuf canadien. À en croire Paul Cellucci, ambassadeur des États-Unis au Canada, Daschle était l'un des opposants les plus farouches à l'importation du bœuf canadien et à la réouverture de la frontière. Chose certaine, les dirigeants du Parti républicain salivaient à l'idée de déloger Daschle du Sénat, et ils ont de bonnes raisons de festoyer aujourd'hui car le démocrate réussissait souvent à mobiliser l'opposition de son parti pour contrer les initiatives de Bush en matière de santé ou d'économie.

Ainsi, malgré les gains importants de Ken Salazar au Colorado et de Barack Obama en Illinois (il sera le seul sénateur afro-américain), le réveil est brutal pour les démocrates au lendemain des élections au Congrès. Le parti de John Kerry comptait pourtant sur des candidats très crédibles et bien financés pour mener des courses cruciales (Erskine Bowles en Caroline du Nord, Inez Tenenbaum en Caroline du Sud, Tony Knowles en Alaska ou encore Betty Castor en Floride). Toutefois, les démocrates ont été incapables d'infléchir une tendance amorcée depuis 1994. La machine électorale républicaine est indubitablement plus efficace s'agissant des élections au Congrès. Alors qu'en novembre 2002, contre toute attente, le parti de George W. Bush avait déjà accru ses majorités à la Chambre et au Sénat, l'élection d'hier a consacré l'énorme succès des républicains.



BRIAN SNYDER REUTERS

John Kerry a vu son rêve s'écrouler.

Pour les démocrates, cette nouvelle déconfiture est inquiétante et soulève de nombreuses questions. La plus importante d'entre elles est sans doute de savoir comment, à l'avenir, ils pourront accroître leur poids au Congrès s'ils sont incapables de remporter des États du Sud. En effet, depuis les années 80, les démocrates n'ont cessé d'enregistrer des pertes dans le Sud au profit des républicains, ainsi qu'en attestent leurs défaites en Floride, en Géorgie, en Louisiane, en Caroline du Nord et en Caroline du Sud, et tout indique que les élections de mi-mandat de 2006 donneront peu de chances aux démocrates de regagner la totalité des sièges perdus depuis novembre 2002.

Dans l'optique de la présidentielle de 2008, il leur faudra également prendre en compte le fait que les États de New York et de Californie, à l'instar du reste des États-Unis, épousent de plus en plus la vision et les idées politiques de Bush que celles de Kerry. La campagne 2004 aura ainsi été moins serrée que l'on croyait. Voilà une donnée qui devra faire grandement réfléchir le prochain candidat démocrate à la présidence... qu'il s'agisse de Barak Obama, de John Edwards ou encore d'Hillary Clinton.

La chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal organise une conférence intitulée «Post-mortem: une analyse des résultats de l'élection présidentielle» *le mardi 9 novembre 2004. On trouvera les renseignements pertinents à l'adresse* www.lesgrandsdébats.uqam.ca.

Norman Spector

Question de leadership

Trois des chefs qui ont récemment fait l'actualité peuvent nous enseigner beaucoup de choses sur le leadership politique.

Commençons par Stephen Harper, le chef de l'opposition à Ottawa. Son discours sur la Constitution de la Belgique a violé la règle numéro un en politique, qui commande à tout chef de parti politique de réfléchir avant de dire tout haut ce qu'il pense.

Ce n'est cependant pas là sa plus grande faute. En effet, M. Harper a également eu tort de penser qu'il avait quelque chose à gagner politiquement en abordant n'importe quelle question reliée de près ou de loin aux rapports du Québec avec le reste du Canada.

Dans le reste du pays, le Québec est considéré comme l'une des dix provinces. Cependant, la plupart des Québécois voient leur propre province comme une nation, une notion difficile à comprendre pour les Canadiens anglais. D'autant plus que les francophones ne sont eux-mêmes pas toujours clairs lorsqu'il s'agit de déterminer laquelle des deux définitions du *Petit Larousse* doit être utilisée pour définir le mot «nation».

Pour qui vient de Trois-Pistoles, le mot «nation» signifie que les Québécois sont de la même «race» ou appartiennent à un même «peuple». Pour la classe politique, qui a massivement abandonné ce nationalisme ethnique, le mot décrit plutôt une société multiculturelle basée sur un nationalisme civique, soit le même sentiment qu'éprouvent les autres Canadiens pour leur pays, mais pour le Québec dans ce cas-ci.

Une fois combinées, ces définitions signifient toutes deux que l'option de céder des pouvoirs à une autre majorité — soit aux «Anglais», soit au Parlement du Canada — est écartée. Les négociations intergouvernementales, qu'elles soient constitutionnelles ou non, vont donc inévitablement à sens unique.

Pour réconcilier ces deux nationalismes concurrentiels (et en tirer un certain profit politique), les ministres libéraux de Paul Martin ont dit une chose en français et une autre en anglais au sujet du «fédéralisme asymétrique» lors de la récente entente sur la santé. Les Québécois, dont les espérances pour un statut particulier ont été ravivées, ont toutefois vu leur enthousiasme être atténué par l'accord de la semaine dernière sur la péréquation.

Il y a aussi l'exemple du premier ministre de Terre-Neuve, Danny Williams. Pour quelqu'un qui a travaillé au sein de la fonction publique à Ottawa, il est clair que ce qui l'a mené à un conflit avec le premier ministre Paul Martin remonte à la dernière campagne électorale, au cours de laquelle M. Martin avait fait une promesse imprudente.

En tant qu'ex-ministre des Finances, M. Martin aurait dû faire mieux, mais les politiciens demeurent des politiciens. Les fonctionnaires du ministère des Finances se sont cependant inquiétés de cet engagement qui changeait radicalement la nature de la péréquation et ont aussitôt essayé de limiter l'engagement du premier ministre.

J'ai lu la lettre que leur ministre, Ralph Goodale, a envoyée au premier ministre Williams: elle est truffée de langue de bois. M. Goodale y répète trois fois plutôt qu'une que le premier ministre Martin s'est engagé à améliorer la situation à Terre-Neuve. Le ministre des Finances ne mentionne nulle part le fait que la province pourrait recevoir 100 % des revenus provinciaux tirés du pétrole, comme M. Martin l'avait promis.

En quittant la conférence des premiers ministres, M. Williams a haussé les enchères. M. Martin, qui a gagné un siège additionnel à Terre-Neuve en juin dernier, risque d'assister à des défections au sein de son caucus. Ceci comprend un député qui a quitté les rangs des conservateurs avant le dernier scrutin et qui menace maintenant de quitter les libéraux.

Ce député voit Danny Williams comme un héritier potentiel de Clyde Wells, le dernier orage terre-neuvien à avoir frappé Ottawa. Mais M. Wells détenait un veto sur l'accord du Lac-Meech tandis que Paul Martin n'a besoin que de l'approbation d'une seule province pour renouveler le programme de péréquation.

La meilleure analogie historique que l'on puisse trouver reste le conflit entre Pierre Trudeau et Brian Peckford sur la question des pêcheries. Comme M. Williams, M. Peckford avait rallié le nationalisme des Terre-Neuviens. Cependant, n'ayant pas besoin de l'unanimité provinciale, M. Trudeau l'avait emporté avec une seule expression bien trouvée: *«Les poissons nagent.»*

Finalement, prenons l'exemple du premier ministre israélien, Ariel Sharon. Vous demandez-vous comment M. Sharon a pu faire en sorte que les médias le décrivent soudain comme un homme d'État? Il est possible que son caractère ait changé depuis la dernière fois que je l'ai rencontré. Cependant, je suspecte que ses intentions soient mal interprétées à l'heure actuelle, comme elles l'ont déjà été par ceux qui le considéraient comme un criminel de guerre.

En tant que militaire, M. Sharon est un tacticien, pas un stratège, et ces qualités l'ont bien servi à titre de premier ministre. À une exception près, c'est-à-dire lorsqu'il était préoccupé par sa campagne électorale en 2002 alors que le quartet international convenait d'une «feuille de route» pour la paix au Proche-Orient, sans avoir reçu d'*input* de la part de son gouvernement.

Après son élection, M. Sharon a compris que le plan mènerait à un État palestinien et à un retour aux frontières de 1967 pour Israël. Bien qu'il n'ait eu aucune option, il l'a approuvé en ajoutant plus d'une douzaine d'amendements. Puisque personne n'a pris les changements au sérieux, il a annoncé son plan visant à retirer unilatéralement des Israéliens de la bande de Gaza.

M. Sharon prétend que l'absence d'interlocuteurs valables du côté palestinien ne laisse guère à son pays que l'option de poursuivre ces mesures unilatérales. Si, comme je le crois, Yasser Arafat ne retourne jamais gouverner en Palestine, ceux qui ont récemment réévalué leur opinion sur M. Sharon en le décrivant comme un homme d'État peuvent revoir leur évaluation une troisième fois.

***Norman Spector est chroniqueur politique au* Globe and Mail.**

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*affaires municipales*), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Josée Boileau (*éditorialiste, responsable de la page Idées*), Brian Myles (*justice et faits de société*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Jean-Pierre Legault (*pupitre édito, idées, perspectives et sports*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*sciences*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*responsable des pages thématiques*); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Julie Carpentier, Paul Bennett (*pupitre cahiers spéciaux et culturels*), Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzetti et Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Marilyse Hamelin, Alexandre Shields (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebaï, Mélisande Simard (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (*directeur de production*), Nathalie Zemaitis, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Gisèle Lenard, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), Geneviève Duguay, MoniqueL'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

«victoire historique» et a lancé un appel à l'unité. *«Je vais avoir besoin de votre soutien et je vais agir pour l'obtenir. Je vais faire tout ce que je peux pour mériter votre confiance»*, a-t-il dit en s'adressant à tous les Américains.

M. Bush a mené pendant presque toute la soirée électorale de mardi, quoique faiblement, au chapitre du vote populaire et du total des grands électeurs. Sa victoire en Floride, État de tous les dangers, a été confirmée en toute fin de soirée, creusant l'impression qu'il avait de bonnes chances de reconquérir la présidence. D'une extrême prudence, les grands médias américains se sont toutefois interdits d'en tirer des conclusions, traumatisés par leurs erreurs de prédiction commises il y a quatre ans. Vers minuit, il est devenu évident que la présidentielle se jouerait en Ohio, où M. Bush menait par quelques points de pourcentage. Traînant par environ 130 000 voix, M. Kerry a décidé de résister, s'accrochant à l'espoir que plus de 200 000 bulletins «provisoires» et par correspondance, non encore comptabilisés, puissent ultimement renverser la tendance. Il a décidé hier matin que cette bataille était vaine.

L'Amérique votante a réélu M. Bush par la peau des dents, encore que de façon infiniment moins polémique qu'en 2000, alors qu'il avait remporté la présidence au total des grands électeurs, après une saga judiciaire de 36 jours arbitrée au bout du compte par la Cour suprême, mais perdu le vote populaire aux mains du démocrate Al Gore. Cette fois-ci, le président sortant a remporté le vote populaire par 51 % contre 48 %. Belle revanche sur 2000. Ce qui a donné à M. Bush une marge de victoire d'environ 3,5 millions de voix. Il est le premier candidat présidentiel depuis son père, en 1988, a obtenir plus de 50 % du vote populaire.

Avec l'Ohio dans son sac, M. Bush récolte les voix de 274 grands électeurs, quatre de plus qu'il n'en faut pour décrocher la présidence. Les résultats dans deux petits États, ceux de l'Iowa et du Nouveau-Mexique, n'avaient pas encore été confirmés hier, mais ils n'ont plus dans les circonstances qu'une importance périphérique. Donnée additionnelle: la présence de l'indépendant Ralph Nader, qui avait tant empoisonné la vie de M. Gore avec son score de 3 % des voix, a été sans impact mardi. M. Nader n'a récolté que 0,38 % des suffrages.

Légitimité?

Les chiffres ne sont pas définitifs, mais le taux de participation aurait été à la hauteur des attentes. Plus de 120 millions d'Américains se seraient rendus aux urnes, selon les estimations de Curtis Gans, directeur du Comité pour l'étude de l'électorat américain, un organisme indépendant. Ce total représenterait environ 60 % des 156 millions d'électeurs inscrits. En 2000, environ 105,4 millions d'Américains, soit un peu plus de 54 % des électeurs inscrits, avaient voté.

S'étant imposé contre Kerry comme commandant en chef capable de gagner la «guerre contre le terrorisme», M. Bush voudra se servir de cette victoire pour asseoir une légitimité fort contestée pendant son premier mandat. D'autant plus que les opérations de vote, la patience des électeurs aidant, se sont apparemment déroulées sans que soient survenus des problèmes à la mesure du fiasco de 2000. Les prochains jours diront si le système électoral américain, que plusieurs disent en besoin grave de réforme, a permis de bien gérer l'exercice démocratique. Mais à vue de nez, la guerre des avocats mobilisés en masse par chacun des partis pour faire face aux irrégularités n'aura pas lieu.

Les victoires de M. Bush, qui est âgé de 58 ans, sont multiples. En obtenant un nouveau mandat, il a réussi là où son père avait échoué devant Bill Clinton en 1992, ce qui, disent certains, n'était pas loin d'être une obsession chez le président. Cerise sur le gâteau, les républicains ont aussi gardé et même renforcé les majorités dont ils disposaient déjà dans les deux Chambres du Congrès (les Américains élisaient aussi un tiers du Sénat et une nouvelle Chambre des représentants).

Les démocrates sonnés, la France aussi

Cette présidentielle présente donc l'image d'une Amérique plus républicaine que jamais: l'élection aura consacré un enracinement des républicains et une remarquable stabilité du pays dans la mesure où, malgré un premier mandat marqué par les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak, la quasi-totalité des États n'ont pas changé de couleur politique.

Reste que les Américains sortent de cette élection aussi polarisés qu'ils l'étaient il y a quatre ans. En éditorial hier, *The New York Times*, qui s'était prononcé pour l'élection de John Kerry, appelait les Américains à reconnaître M. Bush comme *«le président dûment élu»* tout en invitant celui-ci à *«injecter dans son assurance, aussi énorme que justifiée, une bonne dose d'humilité»*.

La campagne électorale a coupé les États-Unis en deux entre une moitié conservatrice et religieuse et une autre plus libérale et laïque, hostile à la guerre en Irak. Hier, la moitié des États-Unis et le reste d'une humanité largement anti-Bush digéraient laborieusement l'idée que la Maison-Blanche demeurait républicaine. Sonnés, les démocrates vont maintenant devoir remonter la pente et vraisemblablement se chercher un nouveau dirigeant, certains murmurant déjà le nom d'Hillary Clinton.

La France, qui s'est catégoriquement opposée à la guerre d'Irak telle que conçue par l'administration républicaine sans l'aval des Nations unies, a accueilli hier la réélection de M. Bush avec un mélange de résignation et de *«gueule de bois dans l'opinion mondiale»*, pour employer les mots d'Hubert Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères sous le premier ministre Lionel Jospin. La déception est vive à gauche, certains criant à la *«catastrophe»*, tandis que d'autres estiment que la défaite de Kerry rend plus que jamais urgente la construction d'une Europe «forte» pour faire contrepoids.

À l'Élysée, c'est avec une résignation polie et la volonté affichée de remettre les compteurs à zéro avec Washington que les autorités ont réagi aux résultats du scrutin. Dans une lettre adressée à son homologue en l'appelant *«cher George»*, le président Jacques Chirac a dit espérer que ce second mandat *«sera l'occasion de renforcer l'amitié franco-américaine»*.

Après un mois de campagne acharnée, M. Bush va maintenant retrouver ses problèmes: tenter de sortir les États-Unis du bourbier irakien, réconcilier son pays avec la communauté internationale et juguler le déficit budgétaire abyssal.

Wall Street a trinqué hier à la victoire du président George W. Bush. Et Oussama ben Laden, disent bon nombre d'analystes, a lui aussi gagné ses élections.

Le Devoir
Avec l'AFP et Associated Press

Arafat est aux soins intensifs

EZZEDINE SAÏD

Paris — Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, hospitalisé près de Paris, a été admis hier dans une unité de soins intensifs après une nouvelle aggravation de son état de santé, mais ses jours ne sont pas en danger, assure son entourage.

«Il est aux soins intensifs depuis ce matin [hier]», a précisé à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, l'un des officiels qui l'accompagnent. Le vieux leader palestinien avait été admis six jours plus tôt à l'hôpital militaire Percy de Clamart (Hauts-de-Seine, banlieue ouest de Paris).

«Il est fatigué, mais sa situation est stable», a indiqué un autre responsable palestinien, assurant *«que son transfert aux soins intensifs ne signifie pas que sa vie est en danger»*.

Un conseiller de M. Arafat, Mohammed Rachid, a confirmé que, *«depuis six jours, le président* [de l'Autorité palestinienne] *subit des examens et un traitement intensif». «Parfois son état de santé connaît une certaine détérioration et parfois il s'améliore»*, a-t-il ajouté, soulignant que M. Arafat était conscient et appelant à ne *«pas paniquer»*. Selon lui, *«la vie du président n'est, en ce moment, aucunement en danger et sa condition n'est pas mauvaise»*. M. Rachid a refusé de confirmer ou d'infirmer le transfert du leader palestinien dans une unité de soins intensifs.

Le leader palestinien a suivi l'élection américaine de son lit d'hôpital. Par la voix de M. Rachid, il avait un peu plus tôt *«salué la victoire de George Bush»*.

Par ailleurs, Farouk Kaddoumi, chef du département politique (Affaires étrangères) de l'OLP, basé habituellement à Tunis, est arrivé hier à Paris pour suivre l'évolution de l'état de santé de M. Arafat.

M. Kaddoumi a indiqué peu avant son départ pour Paris que le président de l'Autorité palestinienne était attendu en Tunisie pour sa convalescence. *«Ça sera ici à Tunis, bientôt, Inchallah»*, avait-il déclaré.

Tunis a accueilli pendant douze ans Yasser Arafat et le siège de l'OLP, de 1982 à 1994. Son épouse Soha et sa fille résident entre Paris et Tunis depuis le déclenchement de la seconde intifada en septembre 2000.

M. Arafat doit être maintenu sous suivi médical pour au moins deux semaines, selon son entourage. L'hôpital avait indiqué mardi dans un bulletin de santé diffusé par le ministère français de la Défense que *«l'examen clinique et les premiers examens pratiqués ont confirmé les anomalies sanguines et ont permis d'éliminer le diagnostic de leucémie»*.

«L'amélioration de l'état initial a permis d'envisager les examens qui n'avaient pu être réalisés à l'admission. À cette fin et pour préserver le confort du président Yasser Arafat, les visites ne sont pas autorisées», a ajouté l'hôpital.

Ce bulletin de santé avait quelque peu rassuré l'entourage de M. Arafat, qui en attend un second demain.

En Israël, le ministre des Affaires étrangères Sylvan Shalom a affirmé hier que son pays devait se préparer à l'éventualité d'une disparition de M. Arafat.

«Nous suivons avec la plus grande attention ce dossier, notre but est d'être prêts le jour où Arafat disparaîtra, mais ce n'est pas une chose que l'on peut fixer à l'avance, il est encore trop tôt pour l'enterrer», a affirmé M. Shalom à la radio publique israélienne.

«Il ne fait aucun doute qu'il est dans un état très grave; nous avons dit depuis le début qu'il souffrait d'une très grave maladie infectieuse ou d'un cancer», a-t-il ajouté.

Agence France-Presse

GAUCHE

SUITE DE LA PAGE 1

excuses et ajoutant qu'il rappellera au cours des prochains jours, *«lorsqu'il se sentira mieux»*. Même état d'esprit du côté de Michael Ignatieff, historien de Harvard d'origine canadienne, spécialiste des droits de la personne et classé parmi les *liberal hawks* (les «faucons de gauche») au moment du déclenchement des hostilités en Irak, une intervention qu'il a soutenue. *«La nuit dernière, nous sommes restés éveillés en espérant un renversement de tendance et nous sommes maintenant fatigués et accablés»*, écrit-il dans un courriel laconique.

Parlons morale, nous aussi!

D'autres intellectuels, ouvertement démocrates, se font plus loquaces. La rage au cœur, Robert Reich, économiste et ancien secrétaire au Travail sous Bill Clinton, répond lentement à nos questions, à l'autre bout du fil, à Boston, environ deux mois après un entretien au *Devoir* au cours duquel il avait prédit la victoire de Kerry (voir l'édition du 7 septembre). La réélection de Bush constitue à ses yeux un *«choc dévastateur pour la conception de la société américaine juste qui est la mienne»*. C'est en parlant «morale» (mariage homosexuel, patriotisme, religion, etc.) que George Bush et les républicains se sont fait élire, fait-il remarquer, alors que *«nous, démocrates, avons présenté des plans et des programmes politiques»*. La morale? *«Il est temps pour nous aussi de parler en ces termes»*, laisse-t-il tomber avant de dresser une liste des immoralités qui échappent curieusement aux *«radcons»* (les *«radical conservatives»*, comme il se plaît à nommer les républicains actuels). *«Il est immoral de baisser les impôts des riches au moment où on fait de terribles compressions dans les programmes sociaux. Il est immoral pour les dirigeants des grandes entreprises profitables de se payer des millions en salaires alors qu'ils mettent à pieds des milliers d'employés. Il est immoral de tuer plus de 100 000 Irakiens et d'envoyer plus de un millier de nos citoyens à la boucherie dans une guerre inutile. Nous aussi, nous pouvons parler de bien et de mal!»*

Bref, il faut s'attarder à la moralité dans les *boardrooms* (les salles de réunion des grandes entreprises) plutôt qu'à celle dans les *bedrooms* (les chambres à coucher), comme il l'écrivait dans son dernier livre, intitulé *Reason*, par lequel il voulait fouetter l'ardeur de ses collègues démocrates. En vain... Hier, il ajoutait: *«Et la foi! Nous aussi, il nous faut parler de la foi! Mais pas celle rattachée à une ou l'autre religion particulière, plutôt cette foi en notre capacité, en tant que société, de rendre ce monde meilleur.»* Nul besoin de dire que Robert Reich, candidat défait au poste de gouverneur du Massachusetts en 2002, est *«profondément apeuré»* par l'ère politique qui s'ouvre. Évoquant les deux ou trois nominations que George Bush fera au plus haut tribunal du pays, Reich dit: *«Il va se créer sa propre Cour suprême! Je suis inquiet de ce qui va arriver aux droits civiques, aux libertés civiles, aux droits en matière de reproduction.»* De plus, il souligne que la politique étrangère de Bush ne sera plus limitée comme avant puisque *«ce président n'a plus à se soucier de se faire réélire»*.

Robert Reich continue toutefois à dire, comme dans son dernier livre, que les Américains, en majorité, ne sont pas fondamentalement à droite et que si on décortique leurs valeurs dans des sondages d'opinion, celles-ci en font des démocrates. C'est pourquoi il faut selon lui éviter à tout prix de céder à la tentation de recentrer le parti, *«comme on a tenté de le faire après la défaite au Congrès, en 1994». «C'est ce que plusieurs dans notre camp vont commencer à réclamer, et ils se trompent. Au contraire, il faut montrer du courage et de la détermination, cesser d'avoir honte de ce que nous pensons. Dire les choses comme elles sont. Mieux s'organiser. Présenter moins de grands plans et de grandes politiques et plus de passion pour la justice.»*

L'inquiétude devant l'énorme pouvoir que possèdent désormais les républicains qui contrôlent toutes les «branches» du gouvernement inquiète Dick Howard, professeur à l'université de New York et auteur de l'ouvrage intitulé *Aux origines de la pensée politique américaine* (Buchet-Chastel). *«Les fondamentalistes vont maintenant se croire légitimés d'imposer leur politique.»* Heureusement, le système de «contrepoids» qui caractérise le fonctionnement du gouvernement américain n'est pas pour autant annihilé. M. Howard note que c'est un sénateur «libéral», Arlen Spector, qui dirigera la commission judiciaire qui sera responsable d'approuver ou de rejeter les nominations de Bush à la Cour suprême. *«Il n'acceptera pas tout»*, dit M. Howard. Il souligne aussi qu'un président *«a moins de pouvoir»* lors de son deuxième mandat et il compte sur les disputes et les positionnements en vue des élections de 2008 pour assurer une diversité de vues.

Débat chez les *neocons*

À propos de dispute, il faut dire que le camp des «néoconservateurs» n'a pas fait totalement bloc derrière George Bush. Le philosophe Francis Fukuyama a par exemple confirmé hier au *Devoir* qu'il n'a pas voté pour le chef républicain. Rendu célèbre par sa théorie sur *«la fin de l'histoire»* au moment de la chute du mur de Berlin, M. Fukuyama était jusqu'à tout récemment associé aux faucons proguerre: en 1998, il avait signé, notamment avec Paul Wolfowitz, un *«appel à l'action en Irak»* publié dans le *Washington Post*. Mais récemment, dans la revue *The National Interest*, il s'en est pris violemment à l'argumentation pro-invasion de l'Irak d'un de ses anciens amis, le chroniqueur Charles Krauthammer (*«Il est Canadien, vous le saviez?»*, note le philosophe, un brin narquois). Fukuyama se demandait comment des néoconservateurs ont cru qu'ils pourraient déployer un *«grand plan étatique»* pour installer la démocratie à l'étranger alors qu'ils ont passé les dernières décennies à répéter que *«l'ingénierie sociale»* et la grande planification étatique ne pouvaient pas éradiquer la pauvreté ou quelque autre problème social que ce soit sans créer d'énormes effets pervers. Au reste, plus récemment, Fukuyama avait dénoncé le détournement du 11 septembre opéré par les républicains à leur convention de la fin de l'été. Aujourd'hui, il affirme que *«Bush, avec le mandat qu'il vient de recevoir, se retrouve à ne pas payer pour ses gros mensonges au sujet de la guerre au terrorisme et ne sera donc pas poussé à se remettre en question»*. Fukuyama a-t-il voté pour Kerry? *«Je me contenterai de dire que je n'ai pas voté pour Bush»*, a-t-il répondu.

Neocons heureux

La plupart des néoconservateurs se montraient très heureux de la victoire de George Bush hier. Jonathan last, du *Weekly Standard*, se disait rassuré *«d'avoir un gagnant dès le mercredi et que cette affaire ne traîne pas plusieurs semaines comme la dernière fois»*. Selon lui par ailleurs, George Bush n'est pas le *«monstre conservateurs»* qu'on cherche à dépeindre: *«il est plutôt modéré»*, dit-il. Même qu'à le démoniser, les *«Bush-haters»* ont grandement desservi le Parti démocrate. *«Moi, si j'étais un démocrate, je souhaiterais que la victoire de Bush fasse taire les Michael Moore et compagnie. Ils ont beaucoup nui à la campagne de Kerry.»*

Ce qui réjouissait hier le politologue de droite James W. Ceaser, de l'université de la Virginie, c'est l'ampleur de la victoire de Bush, qui confère aux républicains une position politique qu'ils n'ont pas eue depuis les années 20. Mais il ne faut pas s'inquiéter outre mesure car il y a encore des contre-pouvoirs: *«Les républicains ne contrôlent pas encore le judiciaire. Au Sénat, pour faire quoi que ce soit d'important, vous avez besoin d'un nombre de votes très élevé.»* Selon lui, les démocrates paniquent et se précipitent sur le seul organe du pouvoir sur lequel ils peuvent influer: les tribunaux. *«Or les jugements favorables aux mariages homosexuels leur ont beaucoup nui.»*

Au fait, le reste du monde n'aime pas tellement Bush, qu'en faites-vous? *«Bof, c'est le reste du monde. C'est son problème»*, a répondu M. Ceaser.

Le Devoir

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

On peut lire qu'*«APORS est inquiet que l'appel d'offres puisse être perçu comme ayant été écrit pour favoriser une firme en particulier. Seule Earnscliffe a soumis une offre et a reçu le contrat de 214 000 $»*.

De plus, une lettre rendue publique la semaine dernière et passée inaperçue montre encore une fois que le ministère des Finances avait des comportements douteux lors de la sélection des agences.

Le 12 mai 1995, Paul Pednault, un consultant privé qui participait à la sélection des firmes de publicité avec le ministère des Finances, écrit à l'équipe de Chuck Guité pour lui faire part de ses inquiétudes.

«Depuis septembre 1994, j'ai eu à participer à plusieurs concours et sélections d'agences pour différents ministères, écrit-il à Chuck Guité. *Les règles établies par le Conseil du trésor, à l'effet de garder un système ouvert et transparent, ont toujours été respectées par les différents clients du ministère, à l'exception du ministère des Finances hier.»*

Il poursuit: *«La sélection a été influencée par certains membres du ministère des Finances. À titre d'exemple, ces commentaires ont porté sur un conflit de personnalité avec des représentants d'agence, l'affiliation politique de certains ou le potentiel éventuel d'une agence sans qu'une telle démonstration soit apparente dans le document soumis par l'agence.»*

Il termine en affirmant qu'*«étant donné que les normes établies n'ont pas été respectées, certaines agences ont peut-être été brimées dans leurs droits à une juste sélection»*.

Il est toutefois impossible de savoir pour l'instant le niveau d'implication de Paul Martin lui-même et si les irrégularités de son ministère dans le choix des agences ont été commises à sa demande ou si son personnel agissait sans lui en parler.

Le rôle du bureau de Chrétien

Si le ministère des Finances dirigé par Paul Martin était pris à partie dans les documents rendus publics hier, c'est toutefois les agissements du bureau de Jean Chrétien et de l'ex-ministre des Travaux publics, Alfonso Gagliano, qui ont été mis en lumière par le témoignage très attendu de Chuck Guité, le responsable du programme des commandites.

En poste entre 1994 et 1999, Chuck Guité a d'abord dirigé l'équipe gouvernementale qui s'occupait de la sélection des agences de publicité pour les différents ministères. Puis, son équipe a pris en charge le programme des commandites lors de sa mise en place, en 1996.

M. Guité a confirmé hier ce que les récents témoignages et les dizaines de documents déposés en preuve ont étayé depuis l'ouverture de la commission Gomery, à savoir que le bureau du premier ministre Jean Chrétien suivait à la trace l'attribution des contrats de commandite.

Le chef de cabinet de Jean Chrétien, Jean Pelletier, et le directeur des opérations du bureau, Jean Carle, rencontraient régulièrement Chuck Guité pour faire le point. *«On identifiait les événements* [à commanditer], *les sommes et les agences»*, a dit Chuck Guité. Il rencontrait plus souvent Jean Carle que Jean Pelletier, a-t-il précisé. Et qui donnait le feu vert?, a demandé le procureur. *«Moi, M. Pelletier et M. Carle»*, a répondu Chuck Guité.

La sélection des agences était faite à partir d'une liste sur laquelle figuraient des firmes de publicité qui avaient répondu avec succès aux critères du Conseil du trésor. Par contre, le coût de réalisation d'une commandite ou d'une publicité par une agence ne faisait pas partie des critères, ce qui a étonné le juge John Gomery et le procureur adjoint Neil Finkelstein.

«L'industrie ne fonctionne pas comme ça puisqu'on ne peut fixer un coût à un processus créatif», a expliqué Chuck Guité. Tout dépend de la nature du contrat et des exigences du ministère, a-t-il dit. *«Ce n'est pas comme l'achat de matériel, le plus bas soumissionnaire ne garantit pas le meilleur rendement possible»*, a-t-il justifié.

Contourner les procédures

Autre étonnement des membres de la commission Gomery lorsque Chuck Guité a expliqué qu'il avait enfreint les règles de procédure du Conseil du trésor en refusant de faire des appels d'offres à chaque contrat, et ce, *«pour aller plus vite»*. Il aurait été *«long et complexe»* de procéder à un concours pour chaque contrat de publicité ou de commandite, a-t-il dit. Voilà pourquoi les agences étaient sélectionnées à partir d'une liste préétablie, sans appels d'offres et sans mention de coût. *«Je savais les capacités et les expériences de chacune en fonction du contrat à donner»*, a soutenu Chuck Guité.

Le bureau de Jean Chrétien savait-il qu'il n'y avait pas d'appel d'offres à chaque occasion? *«Je ne sais pas»*, a répondu M. Guité. De son propre aveu, il n'en a pas soufflé mot à ses supérieurs, mais il ne l'a pas caché non plus. Le bureau du premier ministre savait que la sélection se faisait à partir d'une liste d'agences puisque Jean Pelletier et Jean Carle participaient au choix, a-t-il toutefois rappelé.

Chuck Guité rencontrait aussi *«régulièrement»* le ministre responsable du programme de commandites, Alfonso Gagliano. Contrairement aux affirmations de l'ancien ministre devant le comité des Comptes publics de la Chambre des communes au printemps dernier, il n'était pas rare que Chuck Guité discute de l'attribution des contrats et des événements avec M. Gagliano. *«Je le rencontrais presque à toutes les semaines, parfois ici à Ottawa, parfois au restaurant, parfois dans son comté à Montréal*, a soutenu Chuck Guité. *Habituellement, il était avec son chef de cabinet, M. Tremblay. 90 % du temps, on parlait de commandites.»*

Pour chaque commandite de plus de 30 000 $, M. Guité devait avoir l'approbation du ministre Gagliano ou du bureau du premier ministre. Un contrat inférieur à ce montant pouvait être octroyé de son propre chef et il devait se servir de son jugement. *«Si une commandite venait du comté du premier ministre, je savais qu'elle serait acceptée, alors je l'approuvais»*, a affirmé Chuck Guité.

De plus, le bureau du premier ministre n'hésitait pas à mettre sa touche personnelle dans la sélection des agences, selon Chuck Guité. *«Parfois, je leur disais que ce n'était pas approprié et ils répondaient que c'est quand même ça qu'ils voulaient»*, a-t-il dit.

Premier véritable témoin-vedette de la commission Gomery, Chuck Guité doit rester à la barre encore plusieurs jours. Alfonso Gagliano, Jean Chrétien et Paul Martin sont aussi attendus au cours des prochains mois.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés
au 2050, rue De Bleury, 9e étage,
Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone	(514) 985-3355
du lundi au vendredi de	7h30 à 16h30
Par télécopieur	(514) 985-5967
Par courriel	abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal	1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.